Renens, mai 2012

Madame la Présidente,
Mesdames les Conseillères et Messieurs les Conseillers,

Nouvelle législature, nouvelle répartition politique d'où « nouvelle configuration de la commission de gestion. C'est une commission parlementaire qui comprend 13 membres (cf à n/convention de législature), 5 groupements politiques et une présidence alternée d'année en année. Ce qui fait que chaque groupe politique pourra présider cette commission. Durant une législature.

Composées de 9 femmes et 4 messieurs, mais plus précisément de 3 membres Fourmi Rouge, 3 membres du groupe socialiste, 3 membres du groupe PLR, 2 membres des groupes Les Verts et UDC, mais également de 6 personnes ayant déjà œuvré au sein de la commission de gestion par le passé et de 7 nouveaux membres à ladite commission.

Par ces quelques lignes voici d'une manière nominale les membres de cette commission permanente : Danielle Ayer, Nadia Carota, Maud Catillaz, Myriam Coleman, Gérard Duperrex, Elodie Golaz Grilli, Christophe Kocher, Ali Korkmaz, Jean-Pierre Leyvraz, Victoria Ravaioli, Simone Szenyan-Reymond, Florence Widmer et Rosana Joliat en tant que présidente et rapporteure de la commission de gestion pour l'année 2011-2012 et pour l'étude de l'exercice 2011.

La commission de gestion s'est réunie 13 fois en séances plénières, a étudié le préavis No 11 concernant les motions, postulats et interpellations en suspens, a fait une visite thématique sur l'accueil de jour des élèves du Nord des voies CFF et la visite d'une crèche-garderie située au Sud des voies CFF.

D'un commun accord, la commission a siégé plus d'une fois avec un nombre de conseillers restreints (obligations professionnelles, maternité, enfants, maladie, vacances, etc...).

La commission de gestion a également été reçue à 6 reprises par les membres de la Municipalité et chef(fe)s de service de chaque dicastère, ainsi que par Madame la Syndique pour Administration & Personnel. Les visites ont duré entre 3 ½ heures et 4 ½ heures.

Il est donc d'usage de remercier toutes les personnes, conseillers municipaux, syndique et chef(fe)s de service pour leur disponibilité et pour la transparence de leurs réponses.

Chaque année, la commission de gestion a un travail laborieux et précis, la lecture du rapport de gestion transmis par la Municipalité. De cette matière, la commission essaye d'élaborer des questions, qui par les réponses des différentes directions permettront de clarifier les réponses par des observations, des remarques et des vœux.

Les compétences de la commission de gestion sont régies par le règlement communal, mais également par nos institutions cantonales. Je me permets donc de vous inciter à visionner un document émis et présenté il y a peu par le Service des communes et des relations institutionnelles (SeCRI) – Etat de Vaud concernant les compétences des commissions de gestion et des finances aussi bien au niveau cantonal et plus précisément en ce qui nous concerne au niveau communal. Voici le libellé de l'adresse électronique du site : [http://www.ucv.ch/net/com/10005/Images/File/Competence%20commission%20gestion%20et%20finance\(1\).pdf](http://www.ucv.ch/net/com/10005/Images/File/Competence%20commission%20gestion%20et%20finance(1).pdf)

Ce document informatif a également été le cadre de travail de la présidente-rapporteuse de la commission de gestion. C'est ainsi que les membres de la commission de gestion ont pu préparer leurs questions et présenter - il est vrai - un rapport important et conséquent, mais utile pour la suite des débats de notre législatif.

D'autre part, il avait été prévu en début d'année, une séance commune avec la commission des finances sur un thème précis « les comptes d'attente ». Un contretemps, pour des raisons de santé du président de la commission des finances, a projeté cette rencontre commune à la rentrée prochaine.

La traditionnelle visite des biens communaux n'a pu avoir lieu au mois de mai dernier ; une nouvelle proposition interviendra ultérieurement de concert avec la Municipalité, afin que cette « tradition » perdure.

Par ces quelques lignes, en tant que présidente-rapporteuse, je tiens à remercier toute mon équipe « gestion » pour leur travail de lecture, de transcription, de réflexion, de pertinence, de patience et de relecture ; il est agréable de travailler avec des personnes dont le point le plus important est la conformité de la gestion communale.

Communication de la Municipalité à la Commission de gestion

La Municipalité tient tout d'abord à remercier la Commission de gestion pour son investissement. Concernant ses remarques au nombre de 36 ainsi que certains vœux, elle a décidé de ne pas répondre à celles ou ceux qui relatent uniquement un commentaire mais seulement sur les objets qui justifient une réaction. En fonction des délais imposés, certaines réponses sont courtes et certains renseignements complémentaires seront donnés ultérieurement.

La Municipalité

MUNICIPALITE

Association « Castel Dahu – locataire de la Ferme des Tilleuls

Les locataires ont-ils déjà quitté les lieux ?

Une convention de départ a été signée avec eux le 13 février 2012 et leur départ a été décidé pour le 30 juin.

Si oui, à combien s'est élevé le montant du fonds de soutien au départ ?

Tout d'abord ce fonds a été constitué par la contribution due par les résidents pour la mise à disposition des locaux. La commune a bloqué les versements durant 3 ans, à raison de Fr. 750.-- par mois, soit au total Fr. 27'000.--. En accord avec les résidents, ce montant était prévu pour une aide au départ. La convention de départ prévoit la restitution de cette somme 15 jours après le départ effectif. Cet accord a été signé par 15 résidents.

Pourquoi un tel soutien financier ?

Cette solution a été envisagée, afin d'aider les résidents à se retrouver un logement au moment de leur départ en améliorant la situation, ceci pour éviter des procédures inutiles et coûteuses.

Cette association n'avait-elle pas signé un contrat de confiance ?

Ce n'était pas un contrat « dit de confiance » ; mais une convention d'habitation, un prêt à usage, qui avait été signé tout d'abord avec les CFF et que la commune a repris au moment de l'achat.

Groupe « locaux »

Qui fait partie de ce groupe ?

Ce groupe avait été créé à l'initiative du Service « Administration & Personnel », il y a 3 ans. Il était composé de Mme la Syndique, de Mme Maystre, de Mme Rado et de MM. Leyvraz et Robert. Pour les locaux du SPOP, ont été présents également MM. Golaz et Fontanellaz. Il avait été chargé de résoudre le manque de locaux et il s'est aussi préoccupé des conditions d'accueil dans les différents services. C'est ainsi que se sont réalisés les déménagements de Culture-Jeunesse-Sport, du Service du personnel, de celui des psychologues scolaires, que les transformations de l'immeuble Sécurité sociale se sont faites avec un ascenseur de plain-pied et qu'Administration générale a gagné des locaux supplémentaires. Ce groupe locaux est maintenant intégré à la Commission des bâtiments.

Caméras de vidéosurveillance et Observatoire de la Sécurité

La mention « délai peut encore être reporté de six mois » bien que conforme à la loi, ne reflète-t-elle pas une « opposition nuancée » au vote populaire de la part des autorités pour mettre en avant « l'observatoire de la sécurité » (cf. lire plus avant le paragraphe y relatif) ?

Il s'agit d'une information objective ne donnant aucune volonté politique particulière. La Municipalité a commencé à étudier la question et le préavis sera déposé dans les délais normaux.

ADMINISTRATION GENERALE - PERSONNEL

Quelles sont les améliorations apportées au fonctionnement au service

Administration générale - Personne par rapport à 2010 ? Y a-t-il aussi eu des faiblesses qui seraient apparues et à quoi sont-elles dues ?

Les services « Administration générale » et « Personnel » sont des services transversaux qui sont fortement mis à contribution. D'une manière générale, ils font face aux missions qui leur sont confiées. Néanmoins, face à des augmentations quantitatives de travail et l'introduction de nouvelles tâches ou prestations, le manque de personnel se fait ressentir. Il y a aussi lieu de mentionner l'activité liée au Conseil et à destination de celui-ci qui est en constante augmentation (postulats, interpellations, questions, préavis, communications diverses, ...)

La grande force des deux services réside dans la compétence du personnel, sa disponibilité et son esprit de partage. Les nouveaux locaux du Service du personnel sont un avantage tant pour l'accueil du public que pour le

personnel. Les locaux supplémentaires dont bénéficie l'Administration générale ont permis de mettre en place de meilleures prestations au public et conditions de travail meilleures pour le personnel.

En résumé, les différentes tâches qu'assument ces deux services sont assumées dans de bonnes conditions de travail mais il est indéniable qu'une augmentation du personnel devra être envisagée pour assumer le quotidien mais aussi les nouveaux projets et enjeux.

Ateliers de la Ville de Renens

Tous les espaces sont-ils loués ?

Oui, tous les espaces des « Ateliers de la Ville » sont loués.

Y a-t-il beaucoup d'arriérés dans les loyers ?

Il n'y a pas d'arriérés de loyer, car il y a un suivi personnalisé en cas d'empêchement de paiement (arrangement financier, échéancier, etc...).

Quel montant cela concerne-t-il ?

Aucun.

Qu'en est-il de la subvention ?

Il faut se référer aux « Comptes communaux » ; la subvention avait été acceptée par le biais d'un préavis communal en 2007. La Commune prend en charge l'entier du loyer et la Fondation verse les recettes, une fois les charges d'exploitation prises en compte. Le rapport d'activité avec les comptes sont publics et la comparaison avec les comptes de la Commune permettra d'avoir une vision globale. Le rapport d'activité sera adressé prochainement à la Commission de gestion et sera aussi à disposition.

Certaines tâches sont assumées par l'Administration et non facturées à la Fondation. Cette manière de faire et de qu'il s'agit de subventions communales ne surcharge-t-elle pas les différents services ?

Cela provoque effectivement une surcharge pour les différents services mais qui est admissible. Si ces tâches étaient facturées, il faudrait augmenter la subvention communale ou alors trouver de nouvelles recettes, ce qui n'est pas toujours facile à trouver.

Si à l'avenir, il y avait une augmentation des tâches administratives et comptables, la Municipalité reverrait-elle son système de subvention ?

Peut-être ! Il ne faut pas oublier que la Commune est un des membres fondateurs des « Ateliers de la Ville » et que ce projet remplit pleinement son rôle dans le cadre de la politique de promotion économique menée par la Ville.

Finalement la subvention fluctue d'année en année selon le travail fourni par le Secrétariat municipal et le service des finances ?

Non, puisque le travail fourni n'est pas facturé. Ce qui fait fluctuer la subvention réside dans la location des ateliers et des frais de fonctionnement.

Peut-on chiffrer le nombre d'heures dévolues par les deux services mentionnés même si les prestations ne sont pas facturées à la Fondation ?

Non, il n'y a pas de chiffres effectifs. On peut néanmoins indiquer des pourcentages indicatifs de travail, comme suit :

✓ Administration & Finances	20 % :	non facturé
✓ Coordinateur des Ateliers de la Ville	10 % :	facturé
✓ Conciergerie/nettoyage	20 % :	facturé.

Personnel

Les collaborateurs (tous services confondus) qui ont du contact avec la clientèle (stress, mauvaise humeur, agacement des usagers) suivent-ils des cours de « gestion du stress », « communication non violente » ou autres « gestion de conflits » par exemple ?

Non, ce n'est pas systématique et des cours sont proposés en fonction des besoins individuels. L'attribution de ces cours est discutée entre les collaborateurs et leurs responsables, validés par le Service du personnel.

Si oui, à quelle fréquence ?

Ce sont des cours à la carte, ils sont discutés lors des évaluations du personnel.

En cas de conflits entre deux collègues ou plus – toute hiérarchie confondue – qui intervient en premier ?

En règle générale, cela se règle dans un premier temps à l'interne hiérarchiquement. Selon la nécessité, une médiatrice externe peut être consultée en toute discrétion.

En tous les cas, la confidentialité est de mise et suivant les situations afin de garantir un total arcane, la Municipalité n'est pas toujours mise au courant.

Le service du personnel intervient-il dans tous les cas ?

Le service du personnel n'intervient pas toujours, cela dépend de la gravité des cas et de la nécessité de faire appel au responsable des ressources humaines, une résolution interne au service est dans la mesure du possible favorisée.

De tels litiges sont-ils courants dans les différentes directions ?

Il n'y a que peu de conflits aboutissant à des interventions de ce type.

Elections communales

Quel mandat a été donné à la CISE pour la promotion des élections communales dans notre Ville ?

Tout d'abord, la Municipalité avait décidé de mettre en place une politique d'information visant à lutter contre l'abstention. Cela s'est traduit par des suppléments dans le journal communal, des pages sur le site Internet, une soirée dîner quizz, et une campagne d'affichage. La CISE a souhaité participer d'une manière active à cette campagne « élections communales » et a alors élaboré un projet spécifique.

Quel budget a été octroyé à cette promotion visuelle ?

L'ensemble de cette campagne a coûté Fr. 30'000. —, dont Fr. 6'000. — pour la CISE.

Combien de propositions la CISE a-t-elle reçu et comment a-t-elle choisi de sensibiliser les électeurs et/ou nouveaux électeurs avec une représentation dite « mime+ pseudo-théâtre de rue »

La Municipalité nous renvoie au chapitre « Service intégration » du rapport de gestion, page 148.

Quel bilan en retour a-t-on de la population ou des services concernant cette représentation/présentation des élections communales sur la Place du marché et sur le site de la Gare CFF de Renens ?

La Municipalité nous renvoie au chapitre « Service intégration » du rapport de gestion, page 148.

Pour l'ensemble des activités et des prestations mises en place à l'occasion des élections communales, il est excessivement difficile d'en connaître l'impact. Pour certains électeurs s'était un rappel, pour d'autres une sensibilisation et pour certains un objet de discussion.

Archives

Quel est le cahier des charges de l'archiviste ?

L'archiviste de la Ville de Renens a un diplôme HES en formation et documentation ; il possède l'expérience de l'archivage d'une collectivité publique et une excellente connaissance de l'Administration. Il doit mettre en place et suivre la politique archivistique de la Commune et l'organisation de l'archivage. Le descriptif de poste et le cahier des charges nous a été remis, il fera partie des annexes du rapport de la commission de gestion.

A quel pourcentage est-il engagé ?

L'archiviste a été dans un premier temps engagé à 50 %, puis en raison de la somme de travail dès 2011, son temps de travail a été augmenté à 60 %.

Projet Autre Musée dans la ferme des Tilleuls

Quel est le pourcentage de travail consenti par la Cheffe de services pour le Groupe Recherche de fonds ?

En ce qui concerne ce projet, il existe un groupe de travail composé de représentants politiques, de membres de l'Administration et de membres de l'Association. Le travail se fait en séances plénières, 4 à 6 fois par année. D'autre part, il a été constitué des groupes de travail (bâtiment, statuts, recherches de fonds, ...) Mme Dedelley, tout comme d'autres fonctionnaires, participent aux séances plénières et de travail. Il est difficile de chiffrer le pourcentage de travail consenti mais il est vrai que pour l'ensemble des tâches un chef de projet allègerait probablement le travail de toutes et tous.

« Contacts préliminaires avec des partenaires potentiels »: existe-t-il des faits concrets ou des approches sérieuses ?

Pour l'instant, quelques démarches sont en cours, mais il n'y a rien de concret..

Journal communal « Carrefour Info Renens »

Qui est mandaté pour faire des interviews ou des articles ?

Mme Marianne Martin est responsable de cette publication en collaboration avec le Secrétaire municipal et un Comité de rédaction. C'est elle qui fait les interviews, rédige ou corrige certains articles, prend les contacts nécessaires. L'Adjoint de la Cheffe de Service de Culture-Jeunesse-Sport fournit aussi des textes ; les services sont responsables de fournir également des informations les concernant.

Les emplacements publicitaires : qui prospecte et en fait sa promotion ?

Madame M. Martin (collaboratrice au Secrétariat municipal) et le Secrétaire municipal sont en charge de la publicité.

Ces emplacements publicitaires sont-ils rentables ?

Non, ils ne sont pas rentables dans le sens qu'ils financeraient le journal.

Combien rapporte ces emplacements publicitaires ?

En 2011, ils ont rapporté Fr. 6'142.20.

Utilise-t-on toujours du Papier dit « recyclé » pour les envois ou publications diverses (inauguration Place du Marché, etc..) ?

Dans la plupart des cas, on peut répondre par l'affirmative : c'est du papier recyclé qui est privilégié.

Si non, pourquoi ?

Selon cas ou événement exceptionnel, des papiers non recyclé peuvent être utilisés, afin de garantir une qualité graphique !

Malgré la campagne de sensibilisation « envoi des documents par courriel électronique » au niveau du Conseil communal, par exemple, comment ce fait-il qu'il y ait une augmentation considérable de copies papier ?

Au niveau du Conseil communal, des personnes ont renoncé aux versions électroniques souvent trop contraignantes pour annotations, remarques et autres. Au début c'était 22 conseillers qui étaient intéressés, mais à ce jour ils ne sont plus que 16.

Pour le PV au début c'était 44 conseillers qui le recevaient par courriel contre 39 aujourd'hui.

Ce qui est malgré tout plus significatif consiste en la diminution des correspondances (mêmes officielles), des rapports et autres bilans reçus par la Poste au seul profit de l'envoi par messagerie, ce qui nécessite, dans de très nombreux cas, de les imprimer.

A-t-on une répartition par direction des copies papier et un pourcentage des augmentations et/ou diminution par direction ?

Non, cela n'existe pas.

Remarque 1 : La Commission de gestion souhaite connaître la répartition des copies par dicastères pour la gestion 2012.

Réponse de la Municipalité : Un décompte sera établi.

Cyberadministration : où en sont les études ?

Actuellement, il n'y a encore rien de concret, toutefois ce projet est à l'étude. Des offres ont été demandées à diverses entreprises. Un préavis devrait toutefois voir le jour dans un futur proche.

Points presse, conférences de presse et Communications de la Municipalité

Conférence de presse

Qui représente la Municipalité lors de ces points presse ?

Les conseiller municipaux concernés par les préavis présentés. Toutefois pour « les comptes » et « le budget », la Municipalité est représentée par la droite et la gauche. Madame la Syndique participe à chaque « points presse ».

Un représentant de la Municipalité doit-il toujours mettre au courant le collègue municipal s'il est invité ou interviewé sur n'importe quel point par les médias aussi bien la télévision que la presse écrite ?

Logiquement oui.

Veille médiatique

Signification du terme ?

Un abonnement auprès de la société ZMS qui livre quotidiennement les articles rédactionnels mentionnant "Renens" ou "renanais" ou "Schéma directeur de l'Ouest". Ces articles sont ensuite mis à disposition de la Municipalité, des chef-fe-s de services et autres collaborateurs intéressés. Coût : environ CHF 1'000.- par mois.

Observation 1 : La Commission de gestion estime luxueux le coût annuel de Fr. 12'000.— pour une veille médiatique. Il serait plus judicieux d'offrir une place d'apprentissage au sein de l'administration ou d'autres services communaux.

Réponse de la Municipalité : La Municipalité précise à nouveau que la veille médiatique est un outil important qui permet, entre autres, de mieux connaître l'importance de notre Ville dans les médias. Cette veille est diffusée aux membres de la Municipalité et largement dans l'Administration, Il s'agit d'un outil de communication apprécié. Depuis la rencontre avec la Commission, il s'avère qu'une

plus large diffusion peut être faite. Elle se fera avec la reprise d'articles, ceci en accord avec les médias concernés, sur le site internet de la Commune, dans des rubriques encore à définir.

Concernant l'engagement d'un apprenti, ceci se prépare et se planifie et le nombre d'apprenti-e-s est actuellement conséquent. Les engagements d'apprentis ne sont pas soumis à des contraintes budgétaires.

Assurances

Combien de fois a-t-on utilisé l'assurance « responsabilité civile » ? - Pour quels genres de cas ?

5 sinistres en 2011 : 2 sinistres pour lesquels l'assurance RC est intervenue et a pris en charge la réparation des dégâts causés aux tiers (véhicule endommagé par le soulèvement d'une grille d'écoulement sur une route cantonale - dégât d'eau dans un local commercial d'un bâtiment communal).

2 sinistres pour lesquels l'assurance RC n'est pas entrée en matière.

1 sinistre encore en cours.

Recensement des chiens

Qui s'occupe des contrôles ?

Les propriétaires de chiens sont recensés par le Greffe municipal. Une fois par année (février), un avis commun avec Chavannes-près-Renens paraît dans le 24heures pour informer les propriétaires de chiens qu'ils doivent inscrire leur canidé auprès du Greffe. L'annonce est également publiée dans le Carrefour Info Renens. La Police de l'Ouest effectue des contrôles et s'assure auprès du Greffe que les chiens sont bien inscrits.

Remarque 2 : Pourquoi ce n'est pas l'Ouest lausannois qui est concerné, mais uniquement Chavannes-près-Renens et Renens ?

Réponse de la Municipalité : Historiquement, cette démarche se fait avec Chavannes-près-Renens et elle n'a jamais été remise en cause et la question ne s'est jamais posée de l'appliquer pour tout l'Ouest lausannois.

SIE SA & TvT Services SA

Partenariat entre TVT & CABLECOM

Pourquoi TVT a démarché les clients de Renens, afin qu'ils prennent un abonnement Internet chez eux, étant donné qu'une année après, il a été imposé le partenariat de TVT avec CABLECOM (dont la réputation n'est pas très bonne) ?

TVT SA est une entité privée qui est sur les 4 communes et qui a le libre choix quant à la gestion de son réseau.

En quoi la Commune de Renens y est pour quelque chose ?

Il y a un Conseil d'administration géré en partie par les 4 communes, nos représentants sont les municipaux Tinetta Maystre et Jean-François Clément.

Remarque 3 : Comment se sont manifestés nos représentants municipaux concernant les partenariats TVT & CABLECOM ?

Réponse de la Municipalité : Cette décision a été prise par le Conseil d'administration, avec les représentants de l'époque. Nos représentants s'expriment sur tous les sujets et leur avis sont, tant qu'il est possible, pris en considération. Dans le cas qui nous intéresse ici, le Conseil a pris une décision pour des raisons économiques devant permettre la survie de l'entreprise.

Affaires régionales

Secteur Ouest

Que fait la Commission « Dépendance & Prévention » ?

Voir rapport d'activités 2011 de Lausanne Région en annexe.

Bureau Intermunicipal (ou séances intermunicipales)

Appartements de secours via portes-à-cabines : qu'en est-il des pourparlers à ce jour ? Y a-t-il une suite à ce projet ?

Non, à ce jour il n'y a pas de suite, des échanges ont été réalisés avec les communes de l'Ouest, cette solution est compliquée et c'est une « fausse bonne idée » !

LHC (Lausanne Hockey Club) – Facturation pour la prochaine saison : s'agit-il de sécurité ? D'impôts sur les divertissements ? De location ?

Tous ces frais sont pris en charge par PolOuest.

Il faut savoir qu'il n'y a plus d'impôts sur les divertissements.

Maladie

On constate à la lecture des différents tableaux une augmentation des jours de maladie, à quoi cela est-il dû ? (en 2010 : 2'787.5 jours et en 2011 : 3'183.0 jours)

C'est dû en partie à une augmentation du personnel, car plus il y a de personnel plus il y a de congés maladie. Il y a aussi eu des situations de longues maladies, qui influencent considérablement les chiffres.

D'autre part, il va être mis sur pied un concept d'analyse des absences pour se soucier de la problématique des absences dans leur ensemble !

Après combien de jour d'absence un/e employé/e doit-il/elle présenter un certificat maladie ?

Le certificat médical doit être présenté dès le 3ème jour.

Le tableau en fin de page 55 ne donne pas les personnes qui doivent changer leur taux de présence. Pourquoi ?

Les jours sont comptés dans leur globalité et non pas selon un taux d'activité.

S'il y a une absence jusqu'à 10 jours ou plus, il doit y avoir obligatoirement un certificat médical attestant d'une maladie, ou d'un arrêt imposé par un médecin/hôpital ; on peut donc enlever le mot absentéisme. Alors pourquoi se figer à faire passer une véritable politique de lutte contre l'absentéisme comprenant une série de mesures « répressives » ?

Il y a une confusion dans la compréhension du mot « absentéisme » ; le chef de service va effectivement suite à la remarque de la Commission de gestion changer sa terminologie ou donner un autre sens au mot « absentéisme ».

Pourrait-on obtenir un complément d'information concernant le nombre de jour d'absences de 0,5 à 2 jours (si 2 est le nombre de jours de maximum sans certificat médical) ?

Un tableau a été transmis lors de la séance.

Pourrait-on obtenir les absences par dicastère ? Avec les mêmes critères de durée ?

Il nous a été remis un document qui fera partie du rapport de la Commission de gestion.

Recrutement

A compétences et formations égales ou équivalentes, le service RH choisit-il de préférence des futurs collaborateurs de Renens, de l'Ouest lausannois ou d'ailleurs ?

L'engagement d'un collaborateur se fait d'entente avec le service concerné, mais au final c'est la Municipalité qui a le dernier mot.

Il est également pris en compte la proximité du lieu d'habitation du futur employé, qui reste un critère important à compétences égales : cela évite de la fatigue (trajet), et être éventuellement disponible rapidement.

Pour les apprentis, il est donné une préférence aux jeunes qui sont les plus proches de Renens, ou qui peuvent se loger dans les environs.

La Commune emploie-t-elle des travailleurs frontaliers ?

Non, la Ville de Renens n'emploie pas de frontalier.

Naturalisation des étrangers

Dépôts de dossiers

Sait-on pourquoi les candidats optent pour une demande sur la Commune de Renens et non pas leur commune de domicile ? - Procédure plus simple ? - L'administratif est-il moins contraignant ? - Coût de la procédure moins élevé à Renens qu'ailleurs ?

Dans le 91% des cas, ce sont des habitants de Renens, pour les 9% restant, ce sont des candidats qui ont habité longtemps la Commune et qui par nostalgie ou attachement souhaitent être originaires de Renens.

Les frais de dossier et de procédure sont identiques partout dans le canton de Vaud.

Procédures en cours traitées par le Greffe municipal

Sur le graphique (page 38), on constate qu'il y toujours énormément de procédures ordinaires par rapport à la procédure facilitée, à quoi cela est-il dû ?

La disposition transitoire de la Loi sur le droit de cité vaudois permettant aux personnes de la deuxième génération âgées de plus de 24 ans de faire une demande facilitée cantonale (art. 53 LDCV) a pris fin le 1er mai 2010. Au début de cette même année de nombreuses demandes (art. 53) ont été déposées pour profiter encore de cette disposition. Depuis cette date, ces personnes ont la possibilité de faire une demande de naturalisation ordinaire.

Quelles sont les raisons le plus souvent invoquées par la commission de naturalisation pour réentendre les candidats ?

Sur 12 personnes à réentendre, 9 ont des difficultés à comprendre et à s'exprimer en français et 3 manquent de connaissances générales (il faut un minimum de préparation).

A noter qu'il y a une liste d'attente pour les cours de français (exemple: cours donnés par l'Association « Français en jeu »). Il faut savoir qu'il est rare que des candidats à réentendre arrêtent la procédure de naturalisation !

PERSONNEL

Évaluation des chefs de service

Pourquoi l'évaluation des chefs de service a-t-elle été suspendue pendant toute une législature (2006-2011), soit 5 ans ?

Ceci est dû à une surcharge de travail ; c'est une procédure importante dans laquelle on n'improvise pas et avec l'arrivée de 4 nouveaux conseillers municipaux cela a compliqué la tâche. D'autre part, le concept utilisé n'était pas optimum. Il a donc fallu élaborer un nouvel outil d'évaluation.

Remarque 4 : La Commission de gestion trouve dommage que l'évaluation des chefs de service doit se faire par les municipaux qui peuvent être là que pour un temps limité. Cette tâche devrait être du ressort des ressources humaines uniquement.

Réponse de la Municipalité : La Municipalité rappelle que la Direction est conduite sur le plan politique par le/la conseiller-ère municipal-e en charge de celle-ci. Une collaboration étroite existe entre lui/elle et son/sa chef-fe de service. C'est également le cas entre le secrétaire municipal et le/la chef-fe de service.

Dans son principe, l'évaluation est réalisée par le responsable direct. Dans ce sens, les ressources humaines ne sont pas à même d'effectuer ces évaluations. Le rôle du Service du personnel est d'élaborer le système d'évaluation et de vérifier que celles-ci sont réalisées.

Pourquoi le nouveau concept n'a pas été mis en place pour le début de la législature en cours soit dès le 1^{er} juillet 2011 ?

Ce concept n'a pas été mis en place au début de la législature, car il y avait une surcharge de travail dans tous les services. Actuellement, ces évaluations sont en cours de réalisation et dorénavant les chefs de service participeront à une évaluation tous les 2 ans, soit pour l'avenir : en 2012, 2014 et 2016.

Remarque 5 : La Commission de gestion reviendra sur cette thématique pour l'exercice 2012.

Réponse de la Municipalité : La Municipalité sera en mesure de renseigner la Commission de gestion quant aux évaluations des chef-fe-s de service réalisées en 2012.

Qui effectuera ces évaluations ?

Pour les chefs de service, c'est le secrétaire municipal et le conseiller municipal concerné qui procèdent aux évaluations. Pour les autres collaborateurs, il y a des évaluations toutes les années, elles sont préparées par les responsables directs.

Remarque 6 : La Commission de gestion remarque que pour les collaborateurs, les évaluations se font toutes les années, mais qu'ils sont toujours en surcharge de travail !

Réponse de la Municipalité : La Municipalité confirme que les évaluations sont réalisées chaque année pour l'ensemble du personnel. L'évaluation des chef-fe-s de service est relativement différente dans son concept et par l'implication du directeur-trice et du secrétaire municipal.

Situation du personnel -Effectif du personnel

Quelle est la différence entre un moniteur d'études et un coach de l'établissement secondaires ?

Le moniteur d'étude peut être un enseignant, une mère de famille, un étudiant tandis que le coach de l'établissement est un élève de 9ème qui aide les 7ème, 8ème et 9ème. Ce système existe depuis un peu plus de trois ans déjà à la satisfaction de tous.

Combien d'élèves sont concernés en tant que « aide » pour les études surveillées dans le secondaire ?

Ce sont 113 élèves qui sont concernés pour une année civile, soit pour l'année 2011.

Mouvements du personnel

Tableau des départs

On constate à la lecture du tableau des départs qu'il y a eu 27 départs (dont 3 à la retraite !), c'est plus du double que les autres années ; y a-t-il une explication ?

Ceci est dû à l'augmentation du personnel et aussi notamment à cause des crèches qui connaissent de forts mouvements en matière de changements de personnel (jeunes femmes, maternité).

Remarque 7 : Suite à l'augmentation des effectifs, la Commission de gestion souhaite obtenir un tableau par dicastère du nombre total des collaborateurs, avec un récapitulatif des années 2010 et 2011.

Réponse de la Municipalité : L'effectif du personnel par section figure dans le rapport de gestion à la page 54, qui comprend la comparaison de l'année en revue avec l'année précédente.

Pourrait-on obtenir un tableau avec les départs par direction (comme pour les arrivées) ?

Il nous a été remis un document qui fera partie du rapport de la Commission de gestion.

Tableau des arrivées

Comment explique-t-on que les arrivées soient surtout dans deux services (10 à CJS et 9 à Sécurité sociale) ?

Pour CJS, il y a eu la reprise du CRA, et pour Sécurité sociale ce sont les changements réguliers des éducatrices des crèches et garderies.

On nous a dit qu'il y avait une surcharge de travail dans certaines directions ; pourquoi n'y a-t-il pas une meilleure répartition des ressources ?

Tous les services sont concernés par la surcharge de travail, il y a beaucoup de projets en cours.

Personnel temporaire

Peut-on obtenir une meilleure explication du tableau ?

Le tableau mentionne le nombre d'heures effectuées par service en cas de remplacement pour maladie, accident, maternité ou poste vacant.

L'autre colonne mentionne des heures réalisées pour des activités particulières, par exemple pour la mise en œuvre de la Loi sur l'harmonisation des registres.

Le total des heures mentionné a-t-il été comptabilisé en heures payées pour les collègues qui remplacent ?

Oui, les heures de remplacement ont été payées dans leur intégralité.

Toutes ces absences ont-elles été remplacées par des employés engagés temporairement ?

Cela peut arriver, mais ce n'est pas systématique que les services engagent des collaborateurs temporaires. Les cas de remplacement sont étudiés et évalués attentivement selon la durée du remplacement du collaborateur absent.

La Commune est-elle assurée en perte de gain en cas de maladie/accidents de ses collaborateurs pour des absences longues durées ?

Oui, la Commune l'est pour l'assurance maladie. L'assurance « accidents » est obligatoire.

Recrutement et annonces de postes vacants

Le recrutement pour le poste de « secrétaire du Conseil communal » fait-il partie de ces statistiques ?

Oui, ce recrutement fait partie des statistiques mentionnées dans le rapport de gestion.

Formation continue

Peut-on avoir une définition du cours « développement personnel » ?

Il s'agit de cours comportant des thèmes divers, comme la gestion du stress, la communication. Il est souvent fait appel au CEP et à d'autres consultants.

Qui décide quel employé doit suivre de la formation continue ?

C'est en accord avec les chefs de service, mais également suite aux analyses périodiques faites avec les collaborateurs lors des évaluations individuelles. Ce sont le plus souvent des demandes ponctuelles et les propositions sont toujours négociées.

A combien d'heures/jours par année ont droit les employés travaillant pour la Commune en « formation continue » ?

Il n'y a pas de quota en termes de « formation continue », c'est selon les besoins, la Commune applique une politique d'encouragement à la formation.

La formation continue (ou formation qualifiante) est-elle à 100 % à la charge de la Commune ?

Oui, la formation qualifiante est entièrement à la charge de la Commune.

Existe-t-il un système qualité dans les services administratifs de notre Ville ?

Non, il n'y a aucune pertinence à être certifié (coût élevé, dans quel but ?).

FINANCES & CULTES

Quelles sont les améliorations apportées au fonctionnement au service Finance & Cultes par rapport à 2010 ? Y a-t-il aussi eu des faiblesses qui seraient apparues et à quoi sont-elles dues ?

Introduction sur le fonctionnement du service et de la gestion des ressources de la commune.

S'agissant de ressources publiques (celles-ci proviennent pour la majeure partie des impôts), il est essentiel de les exploiter, de manière rigoureuse, parcimonieuse, au profit de l'ensemble de la collectivité, en veillant à garantir à tous structures (individus, entreprises - Jeunes, actifs(ves), retraités(ées)) une amélioration sensible des prestations et des structures. La redistribution équitable de ces revenus publics doit veiller à ce que tous les contributeurs(trices) perçoivent l'importance de leur contribution, et puisse bénéficier de cette richesse commune.

Des lois et règles contraignantes cadrent la gestion des finances communales. Le plafond d'endettement, par exemple, doit être validé par le Conseil communal puis obtenir l'aval des autorités cantonales

Le service des finances entretient d'étroites et régulières relations avec la commission des finances. Les comptes de la commune font l'objet d'un contrôle par un organe de révision, qui vérifie annuellement comptes et budget. Comptes, budgets, plan des investissements sont des documents élaborés par la municipalité sous le leadership de la direction des finances.

Tout particulièrement en phase de développement, afin de pouvoir assurer financièrement de manière pérenne, les investissements de la Ville, une attention toute particulière est portée à la marge d'autofinancement. Pour rappel, celle-ci résulte des revenus monétaires épurés auxquels sont soustraites les charges monétaires épurées. Dans l'idéal la marge d'autofinancement permet de financer les investissements. Lorsque la marge d'autofinancement est inférieure aux investissements, la différence doit être soit prélevée dans le capital, soit empruntée auprès d'établissements bancaires.

La gestion des ressources des collectivités publiques (dont celles de la Ville de Renens) a une incidence forte sur l'économie. Pour illustrer cela, rappelons qu'un investissement d'environ 10 millions par la Ville pour la place du marché a généré un investissement global estimé à 100 millions (effet multiplicateur : 10) dans le périmètre. Collectivités publiques et entreprises privées sont en interrelations.

Une particularité de la Ville de la ville consiste en des ressources financières inférieures à celles de collectivités publiques de taille identique. Ceci ajoute une couche de complexité à la gestion des finances de la ville.

D'autres lois, règlements impactent les finances communales. La péréquation intercommunale est une.

Il est important de rappeler que le dicastère des finances est transverse. Il est au service de tous les dicastères et apporte sa contribution dans tous les projets qui ont une incidence financière. Le service des Finances élabore des outils de décisions pour la Municipalité. Celle-ci forte de ces informations, phase les projets, définit les priorités.

Les dossiers traités par le service des finances sont toujours plus complexes. L'expertise comptable et financière du service est activement sollicitée dans des dossiers tels que la constitution de sociétés (CADOUEST), la gestion de la TVA, etc.

Gérer des ressources rares consiste en un formidable challenge.

Le Service des finances est composé de professionnels compétents, motivés, disponibles et flexible. Bien que la charge de travail soit en constante progression (en lien avec le développement de la ville) l'ambiance qui y règne est positive, le climat de travail est sain. Ceci est dû à l'actuel Direction composée de M. Michael Perrin, Chef de service et de Mme Laurence Favre, Adjointe au chef de service, qui forment un duo performant et complémentaire et impulsent une dynamique positive. Au sein du service.

Introduction

Peut-on avoir des explications sur : ...« Malgré une dotation en effectif qui reste identique, il a été constaté, comme en 2010, un accroissement de la charge de travail à tous les échelons » ...?

Le Chef de service nous répond que le service a été réorganisé. Car il était en surcharge continue depuis près de 2 ans.

Tout d'abord, il faut bien comprendre qu'on ne gère pas une Commune qui gère d'importants budgets comme on pouvait autrefois gérer la Commune Renens.

Les projets de Renens ont passé de 3 millions à plus de 20 millions par année avec l'arrivée entre autre des APEMS, du CRA, etc... Cela apporte un accroissement de la charge de travail à tous les échelons et ceci avec un même effectif que par le passé. Pour éviter les problèmes de délais dans les tâches quotidiennes, chaque collaborateur est devenu le remplaçant d'un autre (en cas d'absence prolongée due à une maladie ou un accident, par exemple). Cette manière de travailler s'est faite par étape et la mise en œuvre définitive est pour la fin de cette année. Les collaborateurs ont bien accueillis cette « nouvelle réorganisation » qui leur a permis de mettre en avant leurs compétences professionnelles tout en valorisant leurs tâches habituelles.

Vœu 1 : La Commission de gestion souhaite que la nouvelle réorganisation redonne un nouveau souffle à cette direction.

Concernant la réorganisation interne, serait-il possible d'avoir le nouvel organigramme de la répartition des tâches ?

Actuellement, il n'y a pas d'organigramme établi, car des adaptations seront sans doute nécessaires en 2012. Le service se compose de 10 personnes:

- ✓ 5 personnes à 100%
 - 1 chef de service
 - 1 adjoint au chef de service
 - 2 comptables
 - 1 caissier/réceptionniste
- ✓ 2 collaborateurs à 50%
- ✓ 2 apprentis de commerce
- ✓ 1 conseiller municipal

Boucllement des comptes 2010

Comment faut-il comprendre : « Il est constaté que les charges de l'administration communale sous contrôle de la Municipalité sont globalement inférieures au budget, alors que les autres charges dites « non maîtrisables » telles que les remboursements à des collectivités publiques, relevant pour la plupart du droit supérieur, sont en augmentation par rapport au budget. » ?

Monsieur le conseiller municipal nous explique qu'on retrouve ces charges « non maîtrisables » des collectivités publiques dans « Les Comptes communaux » aux pages de couleur verte et que cela comporte environ 30% des charges communales. Se disent « non maîtrisables » les charges qui sont facturées par le Canton suite à la péréquation des communes. Le Canton paie certaines factures (EMS par exemple) et facture la part communale par la suite. Etant donné que ces dépenses ne sont pas maîtrisables, il est par conséquent sur difficile d'envisager une quelconque économie sur ces charges.

Budget 2012 Plan des investissements 2011-2015

Comment s'est traduit concrètement l'effort particulier qui a été demandé à chaque direction pour contenir leurs charges ?

Le travail est politique et c'est au conseiller municipal, soutenu par son chef de service, d'alerter ses collègues municipaux en les informant quant à leur marge de manœuvre pour le fonctionnement de leur dicastère. La décision finale reste donc sur le plan politique. Pour le dernier budget, il a été demandé à chaque dicastère de revoir à la baisse ses projets et de ne pas demander de nouvel effectif en personnel.

Remarque 8 : La Commission de gestion souhaite connaître les projets « en suspens » par dicastère.

Réponse de la Municipalité : Les projets sont des investissements qui ont été différés dans le temps. Voir pour cela le Plan des investissements 2011-2015 "année 2012" et

le Plan des investissements 2010-2014 "année 2012". Au final, cela se concrétise en 2012 par une diminution du coût du capital "Intérêts de la dette et amortissements".

Explications du tableau représenté en bas de la page 64 du rapport de gestion ?

Il s'agit de la récapitulation du Plan des investissements 2011-2015 (2016-2020).

Facturation des prestations à des tiers – Contentieux

Pourquoi le nombre de factures éditées par la Commune est-il en hausse ?

Le nombre de factures éditées est en hausse par l'arrivée des APEMS, du CRA entre autres.

On constate qu'il y a une nette et réelle diminution des montants poursuivis (rappel : Fr. 81'000.- pour 2011 contre Fr. 116'400.- en 2009) ; à quoi cela est-il dû ?

Le service a changé sa façon de procéder avant la mise en contentieux. En effet, il a été décidé que les collaborateurs feraient des appels téléphoniques personnalisés en contactant chaque débiteur. Cette nouvelle approche a favorablement contribué à une entrée des montants non payés.

Remarque 9 : La Commission de gestion apprécie les innovations positives.

Pour quel genre de factures par exemple ?

Pour les personnes qui ne payent pas les montants dus à l'accueil de la petite enfance (crèches), aux facturations des APEMS ou de l'encaissement des impôts fonciers qui est de compétence communale.

Combien de personnes ont été mises aux poursuites en 2011 ?

Il y a eu 263 poursuites en 2011 aussi bien des personnes morales (entreprises) que des citoyens.

Quel est le montant des loyers impayés ?

Le montant total des loyers impayés se chiffre à Fr. 3'222.80 au 31.12.2011.

La Commune a-t-elle dû demander des expulsions ?

Aucune en 2011.

A combien se montent les frais de rappel ?

Les frais de rappel s'élèvent à Fr. 15. —.

Les gens les paient-ils ?

Oui, d'une manière générale.

En 2011, il y a eu Fr. 36'000. — de frais de rappel facturés et il ne reste que Fr. 900. — d'impayés à ce jour !

Pourquoi les « frais de rappel » sont-ils aussi élevés pour la Ville de Renens (exemple : Fr. 20. — pour Renens et Fr. 5. — dans d'autres communes !) ?

C'est une décision municipale.

Un règlement communal sur les tarifs des taxes et émoluments a été établi au 1er janvier 2004. Auparavant, il est vrai que ces frais de rappel s'élevaient à Fr. 5. —; actuellement, un tel montant ne couvrirait pas les frais engendrés.

Divers

La délocalisation d'une grande enseigne a-t-elle des répercussions sur nos finances communales ?

Il faut savoir qu'une société paie ses impôts sur le site de son Siège social ; alors forcément cela peut avoir un impact direct sur nos finances si une importante firme quittait le territoire communal.

Si d'autres grandes firmes souhaitent délocaliser/déménager, la Direction des finances - en accord avec la Municipalité - a-t-elle le pouvoir de négocier éventuellement des « forfaits fiscaux » ?

Non, la négociation des « forfaits fiscaux » est une compétence cantonale. La Municipalité n'a qu'une compétence consultative.

A-t-on pu évaluer/déterminer l'impact financier du nouveau quartier « En Bellevue » ?

Malheureusement pas. Il serait très intéressant de pouvoir le faire pour se rendre compte des entrées fiscales et surtout du besoin en crèches, écoles et autres infrastructures.

Remarque 10 : Cette question peut également se greffer aux nouveaux quartiers du centre-ville (Coop, La Source - l'Avenir)

La Commission de gestion reviendra sur l'impact financier de ces nouveaux quartiers d'habitations.

Avoir des instances cantonales sur notre territoire, cela a-t-il des répercussions sur nos finances ?

De manière indirecte, puisque ces instances ne paient pas d'impôts, mais par contre on peut imaginer que les collaborateurs de ces sites consomment éventuellement sur « Renens ».

Mandats de prestations

Le service de finances apporte ses compétences dans les domaines comptables et financiers auprès des associations telles que

- Association « Sécurité dans l'Ouest lausannois »
- Société coopérative de la Piscine de Renens
- SDOL
- Fondation des Ateliers de la Ville de Renens

A-t-il été nécessaire d'engager plus de collaborateurs pour ces mandats extérieurs ?

Non, le service n'a engagé aucune aide extérieure.

Quel pourcentage de travail occupe ces mandats ?

Il est très difficile de le chiffrer, il s'intègre dans la synergie du Service.

Y a-t-il une surcharge de travail à des moments précis dans l'année ?

Au moment de l'élaboration du budget et du bouclage des comptes, le service est en surcharge de travail.

Si ces mandats venaient à être résiliés, qu'elles en seraient les conséquences directes pour le service des finances ?

Les incidences seraient de deux types, soit :

- financières : diminution du montant découlant de notre facturation
- en personnel : aucun, puisque aucun poste ne dépend de ses mandats

Cultes

Que signifie : « La rétribution des musiciens d'église et des concierges fait également partie du Dicastère » ?

Le Canton rémunère les pasteurs et curés des religions « reconnues » par la Confédération soit les catholiques et protestants. Par contre, en ce qui concerne le reste de l'infrastructure comme des organistes et/ou des concierges des lieux de cultes et les églises, c'est à la charge de la Commune. On peut voir les montants octroyés dans les « Comptes communaux »

Quelle(s) genre(s) de relations entretient la Commune avec les diverses communautés religieuses ?

Les relations entretenues par la Commune de Renens avec les communautés religieuses reconnues, ainsi qu'avec les autres communautés sont formelles et légiférées.

Comment sont organisés concrètement « ces liens/échanges » ?

En ce qui concerne les communautés « protestante et catholique », le municipal en charge de ce dicastère rencontre à deux reprises ces communautés lors de la publication du budget et des comptes. Parfois, il y a une invitation pour une broche/kermesse, mais également avec les autres communes qui partagent la paroisse catholique de St-François.

La Commune peut-elle intervenir au sein des communautés (par exemple : entretien des bâtiments, manifestations, stationnement, affichage, etc...) ?

Cela est réglé par la loi sur les relations entre l'Etat et les Eglises reconnues de droit public (LREEDP). Pour les communes, l'article 23 et 24 de la LREEDP définit ce qui est pris en charge par les Communes, notamment l'entretien des lieux de cultes, la rétribution des musiciens d'églises et les concierges

A combien s'est élevé la participation de Renens à la Paroisse de Renens-Village ?

La participation de la Commune de Renens est de Fr. 93'000.—.

Existe-t-il un pourcentage fixe dévolu à l'impôt paroissial ?

Non, il n'y a pas d'impôt fixe dévolu à l'impôt paroissial.

A combien s'élève cette part d'impôt par année ?

Si une personne fait la demande de remboursement, la restitution se calcule sur la base de sa déclaration fiscale, par rapport à un taux déterminé.

A combien se chiffre la part distribuée aux différentes communautés religieuses ?

Elle se calcule selon les impôts encaissés à un taux déterminé.

La communauté musulmane n'a-t-elle jamais demandé de contributions ?

Non, aucune demande n'a été faite.

Existe-t-il un répertoire des communautés religieuses ?

On ne peut pas donner de réponse à ce jour ; mais un projet est en cours d'élaboration.

Remarque 11 : la Commission de gestion remercie d'avance le service pour l'élaboration de ce répertoire.

Tous les lieux de cultes ont-ils une signalétique ?

Non.

L'aumônerie de rue « L'Ancre » fait également partie du « réseau cohésion sociale » Elle est également partie prenante des problématiques de la Place du Marché et des marginaux (dont un tiers est malheureusement identifié comme SDF) ; quel est le montant de la subvention communale ?

Ils reçoivent entre Fr. 2'000.— à Fr. 3'000.— par année pour leur travail de bénévolat.

Peut-on affirmer qu'il n'y a pas de « secte » sur le territoire de Renens ?

Tout dépend comment on définit le mot « secte » et à quel niveau. Il est difficile de répondre à cette question.

Remarque 12 : la Commission de gestion espère obtenir une meilleure réponse lors de l'exercice 2012.

Urbanisme & Travaux + Bâtiments & Environnement

Quelles sont les améliorations apportées au fonctionnement des services Urbanisme & Travaux (et Bâtiments & Environnement) par rapport à 2010 ? Y a-t-il aussi eu des faiblesses qui seraient apparues et à quoi sont-elles dues ?

Les vacances de postes au CTC, suite au décès de Mme Martine Heiniger, cheffe de service administratif et affaires juridiques et au départ de l'ingénieur, ont nécessité une répartition provisoire des tâches, ainsi que des intérim, entraînant une surcharge des services et des reports inévitables de projets. L'esprit d'équipe et d'entraide des personnes en place a été exemplaire et a permis de passer le cap. Toutefois l'exercice a été difficile. La réorganisation du CTC, ainsi que l'engagement des personnes manquantes a permis de stabiliser la situation.

Introduction

On indique « ...une meilleure répartition des charges qui se sont fortement accrues ces dernières années. » ; peut-on nommer ces charges ? Pourquoi y a-t-il de nouvelles charges ? Par qui ont-elles été résorbées ?

Renens change est cela se ressent au CTC, le volume de travail augmente et il y a une accumulation des dossiers pas géré depuis certaines années. Une réorganisation avec 4 Chefs de Service a été faite.

Vœu 2 : La Commission de gestion salue le fait qu'il y ait une nouvelle prise de conscience dans l'organisation des deux services « Urbanisme&Travaux » et « Bâtiments&Environnement », afin de ne pas reproduire les « erreurs » du passé en laissant porter la responsabilité de tout un service à un seul collaborateur.

Réponse de la Municipalité : Il faut tout d'abord préciser que d'avoir réuni, il y a quelques années, sous un seul toit tous les services techniques, qui étaient précédemment dispersés dans toute la ville a amené une nouvelle dynamique de collaboration et une meilleure cohérence. Dans le passé, il n'y a pas eu d'« erreurs » mais les structures se sont mises en place progressivement et la Municipalité s'est donnée les moyens de faire face aux nouveaux enjeux en mettant en place l'organisation actuelle.

Urbanisme & Travaux

Pour pallier à certains manques, il a été engagé ou allait être engagé en 2011 un dessinateur et un chef de projet (dossiers Gare CFF de Renens et projet du Tram). Ces engagements ont-ils apporté des améliorations ?

Oui, ces personnes ont été engagées et sont précieuses, car grâce à ces collaborateurs les dossiers avancent et cela a permis de soulager le service. Le chef de projet est responsable des projets « gare » (au service des 4 communes partenaires) et « TRAM » pour Renens à 100%. Le dessinateur et le chef de projet sont employés par la Ville de Renens.

Les Communes partenaires des projets continuent-elles à participer financièrement ? Si, oui à quelle hauteur ?

Oui, comme cela a été prévu dans le préavis de la Gare de janvier 2011. Les frais d'études sont répartis comme suit : Renens 4/8, Chavannes 2/8, Crissier 1/8 et Ecublens 1/8. Une nouvelle clé de répartition sera à nouveau négociée pour la mise en place du projet définitif.

Comment se passe la réorganisation avec 4 chefs de services ?

Bien, un bilan a été fait en décembre 201, alors que l'équipe était au complet depuis 1 mois seulement. Ce premier bilan est encourageant et permet d'aborder l'avenir avec confiance. Le CTC en est renforcé (échanges réguliers). Par contre, il a été convenu de garder une réception unique, afin de faciliter l'accès du public au CTC, ainsi qu'un secrétariat regroupé.

Lors de l'étude de la gestion 2010, la commission avait souligné que les tarifs « nuit » étaient très élevés, d'où un parking « vide ». L'observation émise par la commission en juin dernier était de trouver une formule d'abonnement adéquate pour la nuit. La réponse municipale, qui avait d'ailleurs accepté cette remarque, relatait le fait qu'elle prendrait contact avec la Coop. Où en sont les pourparlers concernant les tarifs « nuit » et a-t-on pu trouver un abonnement plus attractif pour que ce parking soit également utilisé le soir ?

Les pourparlers n'ont pas beaucoup avancé. Cependant lors d'un récent entretien (semaine 16) avec les responsables de Coop fait apparaître qu'un tarif de nuit pourrait voir le jour, par contre en ce qui concerne un éventuel « abonnement », cela serait plus compliqué. En effet, les responsables du site Coop craignent que des voitures mobilisent les places destinées aux clients du Centre commercial et ceci tout particulièrement le samedi matin !

La signalétique du parking (surtout la nuit) n'est pas très claire, serait-il possible d'y remédier ?

C'est en cours. Quelques panneaux ont déjà été corrigés, afin de donner un nom unique au parking (Place du Marché) ; de plus, des panneaux supplémentaires ont été mis en place. Un marquage sur la porte du garage du parking va être réactualisé.

Quelle est la fréquentation du parking de la place du Marché, de jour comme de nuit ?

La fréquentation est toujours en augmentation.

	Janvier 2011	Décembre 2011	Janvier 2012	Mars 2012
Véhicules par jour	6'367	14'717	12'791	15'241

Est-ce que la Commune entreprend des démarches auprès des propriétaires, afin de les encourager à valoriser leur bien, comme par exemple, à la Rue de Lausanne ?

Cette question est du ressort d'administration générale (promotion économique). Une démarche dans ce sens est en cours.

Commissions urbanisme et bâtiments avec volet mobilité une fois sur deux

Qui fait partie de cette commission ?

C'est une délégation municipale ; elle est nommée en début de législature. La délégation municipale est composée de : Mesdames Marianne Huguenin, Syndique, et Tinetta Maystre, MM. Olivier Golaz, Jean-Pierre Rouyet, Jean-Daniel Leyvraz, Secrétaire municipal ainsi que d'un représentant de PoOuest, le responsable de l'Office du logement, les chefs de Service de l'urbanisme et des travaux, respectivement MM Martin Hofstetter et Christophe Sarda. La commission traite les dossiers en amont, elle préavise sur des décisions municipales et travaille en amont du dépôt des préavis, ceci afin de faciliter les séances de Municipalité (les dossiers sont ainsi déjà travaillés dans les Directions concernées).

Comment sont traités les dossiers de la commission d'urbanisme ? En combien de temps ? Comment est fixé l'ordre de priorité ?

Une rencontre est programmée par mois, elle dure entre 3 et 4 heures. Les dossiers sont traités selon l'ordre du jour et celui-ci est décidé par priorité et pertinence lors de leur arrivée. L'ensemble de la Municipalité est informée des décisions par les procès-verbaux des séances de la commission d'urbanisme.

Observation 2 : La commission de gestion s'interroge sur la raison d'être de cette commission d'urbanisme. En effet, cette délégation municipale est déjà représentée par plus de la moitié des membres de la Municipalité. Les dossiers sont tous repris en Municipalité, donc pour certains le travail est fait à double !

Réponse de la Municipalité : La Commission d'Urbanisme-Travaux permet d'analyser les dossiers en amont, entre politiques et professionnels, et d'y consacrer plus de temps. Ce ne sont pas des séances décisionnelles comme les séances de Municipalité. Un préavis est donné à la Municipalité et dès lors les décisions sont prises plus rapidement en séance de Municipalité.

Comment avez-vous limité la circulation aux abords de la place du Marché et évité le parking « sauvage » ?

Rien n'a été fait pour l'instant, car le matériel urbain est très cher. La régulation de la circulation est en observation constante.

Qui décide des couleurs des bâtiments de la rue Neuve ? Et combien de temps cela prend-il ?

C'est une décision de compétence municipale. Les demandes ont été formulées par les propriétaires de la rue Neuve. Il y a donc eu diverses discussions entre autorités et propriétaires avec comme base un règlement pour le centre-ville datant des années 70, puis sur une proposition du service de l'urbanisme.

Dans le cas précis du réaménagement du Centre, la Municipalité a pris plus de temps pour répondre à l'ensemble des propriétaires, qui ont été nombreux à souhaiter repeindre leur bien à la suite des travaux Cœur de Ville..

Où passera le trafic si une diminution de 50% est prévue à la Gare de Renens ?

Une analyse par des mandataires a été effectuée dans le cadre de l'Avant-projet en 2009 et complétée en 2011 dans le cadre de l'étude en cours. La diminution prévue est de l'ordre de 30 % environ. Il y aura éventuellement une augmentation de la circulation sur les axes « Tir-Fédéral-Pont Bleu » et « Préfaully-Renens Croisée ».

Le souhait est de garantir impérativement l'accès à la Gare et au Centre de Renens, d'où une réflexion sur une alternative à la circulation actuelle.

Un feu de signalisation au passage piéton du Simplon a été demandé par une pétition, qui a décidé de le positionner devant Mauerhofer & Zuber ?

Le positionnement du feu de signalisation a été décidé en réponse à la demande exprimée par les pétitionnaires, rencontrés lors d'une séance ad'hoc.

Centre-ville - Place du Marché et rues adjacentes

Peut-on avoir un bilan des travaux de la Place du Marché ?

Un bilan intermédiaire a été récemment présenté à la Municipalité (semaine 16). La Municipalité va discuter de ce qui va et ne va pas. Dès lors, il sera certainement déposé un préavis supplémentaire (en plus des 6 qui ont eu trait au Centre, soit le Plan de quartier, le parking, le collecteur à la Savonnerie, les études et le crédit de construction et celui pour les équipements durant la phase chantier).

Remarque 13 : La Commission de gestion souhaite avoir de plus amples renseignements quant à la teneur du préavis en attente.

Réponse de la Municipalité aux remarques 13 et 14 : Le futur préavis portera sur:

- Bilan du chantier (coûts, délais, gestion, participation).
- Gestion de la dépollution.
- Mesures complémentaires éventuelles.

Ces derniers points seront discutés lors d'une prochaine séance du Groupe de concertation, qui sera réactivé.

Pourquoi le préavis « Réfection de la Place du Marché » n'est pas encore « bouclé » ?

Ce préavis n'est pas encore bouclé, car les travaux ne sont pas tous terminés. Il faut encore sur la rue de la Mèbre attendre la deuxième couche de revêtement.

Par contre, le couvert de la Place du Marché est terminé; sur la rue Neuve, les nouveaux éclairages LED sont posés et les travaux sur la rue du Midi sont achevés.

Les aménagements de la Place du marché sont-ils terminés ?

Oui, il n'y a plus de voiture qui vienne stationner sur la Place ! Mais, il n'est pas impossible qu'un préavis supplémentaire pourrait voir le jour après un bilan.

Remarque 14 : La Commission de gestion souhaite avoir des plus amples renseignements quant à la teneur du préavis supplémentaire.

Que peut-on dire de l'éclairage de la Place du Marché ?

L'éclairage donne satisfaction et il est terminé.

Qu'en est-il du « cabanon » de la Place du Marché ?

Le contrat échoit fin avril 2012 et ne sera pas renouvelé.

Sur la place, il y a un pilier public : malheureusement, il est toujours très difficile de pouvoir prendre connaissance des informations, car il y a énormément d'humidité ! Pourrait-on remédier à cet état de fait ?

Il sera contrôlé, et éventuellement remplacé ultérieurement.

A-t-on apporté les améliorations nécessaires aux bornes électriques mises à disposition des maraîchers ou lors de manifestation sur la Place du Marché ?

Oui, des caches ont été ajoutés pour éviter les « fossés » d'auparavant.

Rue Neuve et les jardins de poche

Vœu 3 : La Commission de gestion dans son ensemble trouve que ces jardins apportent un plus au Centre-Ville. On peut dire qu'ils sont très sympathiques et appréciés des riverains et des citoyens.

Le Square de la Savonnerie

Il paraîtrait que les jeux d'eau auraient inondé certaines caves du bâtiment de la Coop, ainsi que des bâtiments de la rue Neuve, est-ce exact ?

Non. C'est le chantier et les constructions qui ont modifié le ruissellement des eaux souterraines. Des travaux de drainage le long de la propriété jouxtant le jeu d'eau ont permis de régler ce problème. Cette maison connaissait ce type de problème déjà auparavant, et possède une pompe pour évacuer l'eau de sa cave en cas de forte pluie. Par contre, en ce qui concerne les caves du bâtiment de la Coop, cela est dû à du vandalisme (vanne ouverte !).

Rue du Midi

Quelle fréquentation à la station vélo ?

- 1'799 trajets à ce jour, depuis l'ouverture, depuis ou vers la station.
1'177 trajets au départ de la station
874 trajets vers la station, dont 252 trajets en boucle, comptés dans les 2 catégories
- Grande majorité vers le campus : 840 trajets, 71% des départs de la station.

Remarque 15 : La commission de gestion reviendra sur cette question l'année prochaine, étant donné que cette année aucun chiffre n'a pu être avancé.

Réponse de la Municipalité : Les chiffres en question, fournis par Velopass et transmis à la Commission de gestion, figurent dans le paragraphe précédant la remarque.

Les arbres sont « protégés » par des rondins de bois qui se retrouvent de temps à autres cassés par les automobiles. N'est-il pas possible de les changer avec une matière plus solide ou changer leur hauteur ?

Remplacer une structure en métal endommagée coûterait plus cher lors d'un éventuel changement. De plus, l'esthétisme du bois est meilleur.

Rue de la Mèbre

Quand un marquage au sol fera son apparition dans les zones 30 et 20 ?

La dernière couche du tapis aura lieu en mai 2012, donc juste après.

Qui a choisi l'emplacement des bancs ? Un banc en face des containers dérange la circulation lors de la « vidange » desdits containers !

C'est le chef de service « Environnement-Maintenance » qui a choisi l'emplacement des bancs. Cette localisation a été faite volontairement. En effet, il freine ainsi la circulation dans une « zone de rencontre » (où l'on ne doit pas être pressé !). Lorsque le camion vidangeur manœuvre, les automobilistes sont obligés d'attendre patiemment derrière le camion. Le risque, en ayant la place pour un dépassement, est donc freiné et les automobilistes ne sont pas tentés de couper la priorité aux piétons.

Installation d'un WC public aux abords de la Place du Marché et de l'avenue du 14-Avril

Par qui et quand la propreté de ces WC est contrôlée ?

Un responsable nettoyage de la Ville de Renens passe une fois par jour, tous les matins, dans tous les WC publics, afin de les contrôler et de les nettoyer.

Commission de salubrité

Les membres de cette commission sont-ils choisis par la Municipalité ?

Oui les membres de cette commission sont choisis (et/ou leur mandats reconduits) par la Municipalité. Par contre, la Municipalité est l'autorité sanitaire communale. Voici les membres qui constituent cette commission de salubrité pour la nouvelle législature :

- *Président(e) CODEREY Marcel, Membre*
- *Membre(s) BERGER Jean-Claude, Membre*
- *Médecin HUSI Bernard, Médecin*
- *Secrétaire avec voix consultative CASTRO Carlos, Police des constructions*

Quel est le rôle de la commission de salubrité ?

Cette commission visite et contrôle les appartements, délivre les permis d'habiter. Elle doit suivre les dispositions légales, soit : Loi du 29 mai 1985 sur la santé publique

Article 16.- Elle veille à la salubrité locale, à l'hygiène des constructions, des habitations, de la voirie, des plages et des piscines accessibles au public.

La Municipalité a l'obligation d'informer sans délai le Service de la santé publique de tout fait important concernant la santé publique.

Selon les directives du médecin cantonal, du chef du Service de la santé publique ou du médecin-délégué, elle prend les mesures urgentes pour combattre les maladies transmissibles. Elle organise la police des cimetières et des inhumations.

Demeurent réservés les articles 17a, 30 et suivants de la présente loi ainsi que la législation sur les épizooties.

Dans les limites de leurs attributions, les communes peuvent édicter des règlements d'application de la présente loi, sous réserve de l'approbation du chef de département concerné.

Article 17.- La commission de salubrité prévue par la législation sur les constructions et l'aménagement du territoire est instituée par commune ou groupement de communes. Elle est désignée par la ou les municipalités

dont elle est l'organe de préavis pour ce qui concerne l'article 16. Elle comprend trois membres au moins, dont un médecin et une personne compétente en matière de constructions.

Le délégué communal agit en qualité de secrétaire avec voix consultative, ce qui implique de procéder aux convocations, de présenter les dossiers.

Qu'a-t-elle fait pendant les 27 séances en 2011 ?

Les 27 sessions furent des visites et des plénières.

Les membres changent-il avec la mise en place des nouvelles autorités, soit une fois par législature ?

Non, les membres ne changent pas nécessairement avec les nouvelles législatures. Si les membres de cette commission donnent satisfaction, leur mandats et reconduit la plupart du temps.

A qui rapporte cette commission ?

A la Municipalité.

Service des Travaux

Stationnement

Comment évalue-t-on la situation en matière de stationnement suite au nouveau règlement sur le stationnement privilégié ?

Ce dossier est de la compétence de la Direction « Sécurité publique et population ». Il n'y a pas eu de bilan en 2011.

A-t-on noté par endroit des effets non souhaités et voit-on quelles solutions on pourrait y apporter ?

Ce dossier est de la compétence de la Direction « Sécurité publique et population ».

En créant des « zones 30 », des zones de parages ont bourgeonné ; a-t-on créé un besoin ?

Le nombre de places de parc est presque identique (des places ont été supprimées par endroit et créées sur d'autres emplacements dans la Ville !) ; on ne peut pas dès lors « parler » que de nouveaux emplacements ont « bourgeonné » ici et là !

Remarque 16 : La Commission de gestion déplore le fait qu'à la rue du Bugnon les places ajoutées sur la « Zone 30 » aient été tracées à la demande des propriétaires du nouveau quartier « En Bellevue » pour leurs visiteurs (ils estiment ne pas avoir suffisamment de places « visiteurs » !

Réponse de la Municipalité : Les places correspondaient au projet de base (préavis zones 30) et ont été modifiées suites à la demande des tl, pas des habitants du quartier.

Enfinement à qui profitent ces « nouvelles » places ? - Dès lors, on peut constater le nombre important de camionnettes le soir et le week-end dans ces nouvelles zones de parage.

La question est en suspens, car le stationnement n'est que de 3 heures maximum, donc pas de pendulaire possible. La limitation du temps de parage permet d'éviter le stationnement de longue durée des camionnettes durant la journée.

Comment sont déterminés les nouveaux emplacements de stationnements dans les « zones 30 » ? Tous les paramètres sont-ils identifiés ? Par qui ?

Ce sont des normes réglementaires de stationnement qui imposent les emplacements et la taille des places.

« Zones 30 »**Pourquoi n'a-t-on pas encore pu obtenir le bilan (après 365 jours !) des « zones 30 » mises en place en 2010 dans le courant de l'année 2011 ?**

Un bilan intermédiaire a été déposé. Effectivement, il y a eu un manquement à ce niveau-là de communication, par le fait que tout un service été en surcharge et en réorganisation suite au décès de la Cheffe de services. La direction concernée souhaitait également connaître les attentes des citoyens, ceci dans une volonté de ne pas surcharger les rues de tracages, de plots, etc.

Le bilan intermédiaire a porté sur le respect de la vitesse, et c'est sur cette base que des compléments seront apportés. Or, il y a eu un « couac » : la PolOuest a officiellement déclaré qu'elle allait amender les automobilistes pour excès de vitesse dans les « zones 30 ». Une remise à l'ordre des instances cantonales pour des zones 30 non validées a contraint la Municipalité à ne pas divulguer quelles rues étaient validées et celles qui ne l'étaient pas, ceci afin d'éviter un non-respect des « zones 30 ».

Remarque 17 : *La commission de gestion regrette le manque de communication quant aux différents bilans ou bilans intermédiaires promis lors du dépôt de préavis et la mise en place.*

Réponse de la Municipalité : Le bilan définitif doit être finalisé et remis à la Municipalité puis au Conseil communal après les travaux complémentaires de ce printemps; le bilan intermédiaire, technique, a permis de préciser les travaux en question, selon la logique en deux temps définie dans le préavis zones 30.

En Ville de Renens, on peut constater qu'il y a des secteurs où les passages piétons ont été effacés et dans d'autres secteurs ils sont toujours en place. Pourquoi ces différences ?

L'ordonnance sur les « zones 30 » indique qu'il ne doit pas y avoir de passages piétons dans ces zones, sauf éventuellement devant les écoles et dans zones dites « à risque ». Renens avait d'abord laissé des passages piétons à certains endroits (idée de « chemin des Ecoles »). Or, les autorités cantonales ont exigés d'en effacer plus (dispositions selon la loi sur la circulation routière).

L'ensemble des « zones 30 » qui avaient été prévu a-t-il pu être validé ?

Non pas encore, certaines zones sont encore en travaux, d'autres à l'étude, telles que l'avenue des Baumettes, l'avenue du 24-Janvier (devant ECAL) et la rue du Bugnon. Il y aussi la possibilité de supprimer ces zones si cela ne fonctionne pas.

Remarque 18 : *La Commission de gestion déplore qu'il y ait encore une étude supplémentaire et souhaite en connaître le montant.*

Réponse de la Municipalité : il ne s'agit pas d'une étude supplémentaire, mais d'un complément compris dans le préavis, selon la logique en deux temps en question.

Quels sont les points où de nouveaux aménagements doivent être prévus ?

L'avenue des Baumettes, l'avenue du 24-Janvier (devant l'ECAL) et le rue du Bugnon devraient encore subir des modifications pour que la vitesse soit respectée.

Dans combien de temps, l'entier des zones 30 sera-t-il en conformité ?

Des travaux complémentaires de réaménagement doivent encore être entrepris. Normalement, l'entier sera avalidé en 2012).

Remarque 19 : *L'été commence tous les 21 juin !*

A-t-on dû augmenter le budget y relatif ?

Non : dans le préavis municipal présenté, il y avait une réserve de Fr. 50'000.— ; ce montant supplémentaire est actuellement en cours d'utilisation.

Ya-t-il eu des lieux où on a dû renoncer aux « zones 30 » ?

Pas encore.

Pourquoi y a-t-il encore des zones si mal éclairées dans les « zones 30 » - par exemple : rue du Bugnon, avenue des Baumettes, et le haut de la rue de l'Eglise-Catholique ?

Le préavis des « zones 30 » ne prévoyait rien sur les notions d'éclairage. Les améliorations éventuelles doivent se faire en accord avec le SIE, c'est lui qui doit le définir, selon une convention avec la Commune. A ce jour, il n'y a pas eu de demandes particulières.

Y-a-t-il eu des plaintes concernant les « zones 30 », suite par exemple à la difficulté de circulation due aux blocs de béton, à la signalétique ou au manque de signalétique ?

Un certain nombre de courrier (53) a été listé, afin d'étudier s'il y avait des endroits spécifiques et des demandes récurrentes. Des accusés réception ont été systématiquement envoyés.

Si oui, qu'est ce qui a été entrepris ?

Les remarques pertinentes ont été prises en compte.

Qui contrôle que les blocs de béton soient toujours au même endroit et qu'ils soient toujours visibles ?

Il n'y a pas de « contrôleur des blocs en béton ». Si PolOuest, les employés des services « Environnement-Maintenance » ou les citoyens constatent un changement, il faudra l'annoncer au service pour que les blocs soient remis en place.

Dans les « zones 30 », les largeurs des places de stationnements ne sont pas partout identiques (exemple sur l'avenue des Baumettes) pourquoi ?

Le service concerné n'est pas au courant ; selon un processus, tout est contrôlé et protocolé comme cela est indiqué sur l'ordonnance des « zones 30 ».

Comment a réagi l'ensemble des chauffeurs TL concernant les modifications des lignes en « zones 30 », a-t-on fait un sondage ou un éventuel bilan de fonctionnalité ?

Il n'y a pas eu d'échos en 2011.

Y a-t-il eu des plaintes concernant la difficulté de circulation des bus TL dû à l'élargissement des trottoirs et au rétrécissement de certaines chaussées ?

Il est juste que les chicanes soient parfois difficiles à passer avec les bus TL. Mais force est de constater que ce n'est pas une difficulté propre à la Ville de Renens.

Peut-on demander qu'un chemin « privé » soit mis en « zone 30 » ?

Oui, sur demande du propriétaire. Un contact avec tous les propriétaires ayant un accès à un chemin privé ont été approché par les services concernés.

Piscine de la résidence « en Belle Vue »

« En Bellevue » est une résidence privée ; pourquoi sa piscine privée fait-elle l'objet d'une rubrique spéciale concernant les exigences de l'arrêté cantonal sur l'hygiène des piscines sur la qualité hygiénique de l'eau et le nombre de contrôle ?

Il faut savoir que c'est une tâche déléguée aux communes par le Service des Eaux. Ce contrôle communal obligatoire a lieu dès qu'une piscine privée est utilisée par plus de 2 familles.

Chauffage à distance

Quels sont les bâtiments sis sur notre Commune qui sont raccordés au chauffage à distance ? Combien d'appartements cela concerne-t-il ?

Les bâtiments concernés sont ceux qui se situent sur l'avenue de Longemalle. Il s'agit de 157 logements, pour environ 300 habitants.

Economie pour les habitants ?

La mise en service a été effectuée en novembre/décembre 2011. Il est dès lors trop tôt pour pouvoir obtenir un bilan. Le résultat final ne pourra être que théorique, car on ne connaît pas la consommation des locataires par le passé.

Quelle consommation pour Renens ? Combien la vente de « cette chaleur » rapporte à notre Ville ?

Il n'y a pas encore de résultat pour l'année 2011.

Les garagistes

Y a-t-il encore des garagistes sur le territoire de Renens qui ne se conforment pas aux directives cantonales sur le plan écologique ?

Non.

Y a-t-il des contrôles systématiques et réguliers ?

Les contrôles sont effectués tous les deux ans.

Qu'encourent les contrevenants ? - Et s'il y a récidive ?

Les contrevenants encourent un avertissement, une amende allant jusqu'à la fermeture de leur site.

Quelles mesures concrètes ont été prises à l'encontre du garage situé près des voies CFF qui n'était pas en conformité en 2010 déjà ?

A ce jour, il est en conformité légale.

Qu'en est-il des terrasses « sauvages » qui fleurissent en Ville de Renens ?

En 2011, toutes les demandes d'autorisation de « terrasse » ont été acceptées. Leur validité va de mars à octobre.

Actuellement, un projet de directive de la réglementation du commerce est en cours. Il n'y a pas de location, c'est un prêt, donc il est demandé de n'avoir aucune publicité sur le matériel de terrasse.

Observation 3 : Il ne faudrait pas que ces terrasses « non homologuées » empiètent sur le domaine public. Le nouveau règlement à venir devra tenir compte également de l'espacement de passage. La Commission de gestion attend donc avec impatience cette nouvelle directive de réglementation du commerce. Elle reviendra donc sur le sujet lors de la gestion 2012.

Réponse de la Municipalité : La directive sur les terrasses, fruit d'une collaboration interservices (Administration générale – Urbanisme – PoOuest) a été validée par la Municipalité le 30 mars 2012, elle sera mise à disposition.

Bâtiments & Environnement

Quelles sont les améliorations apportées au fonctionnement des services (Urbanisme & Travaux et) Bâtiments & Environnement par rapport à 2010 ? Y a-t-il aussi eu des faiblesses qui seraient apparues et à quoi sont-elles dues ?

La division des tâches en quatre services distincts, à savoir:

- Travaux

- Urbanisme
- Bâtiments – domaines
- Environnement et Maintenance

a permis une meilleure répartition des tâches et des projets. Cette façon de fonctionner ne date que de juillet 2011, il est ainsi difficile de tirer un bilan complet et de définir à ce stade si des nouvelles faiblesses sont apparues. Cependant, nous pouvons déjà vous avancer le fait que de nombreuses tâches avaient dû être mise en veille par manque de temps et de moyen à y consacrer, ceci particulièrement dans le suivi et l'entretien du patrimoine immobilier.

A noter encore que le volume de travail dévolu au CTC dans son ensemble est en constante augmentation. Ceci dit, la nouvelle organisation permet avec des séances plénières du directoire du CTC de suivre l'avancement des projets de chacun, et ainsi pouvoir agir en amont de la réalisation de ceux-ci, ce qui est un gage de gain de temps et d'argent à long terme. En ce qui concerne le service domaine bâtiment le mauvais état et la vétusté de nos immeubles demandent une énergie considérable ce qui accapare de précieuse ressource.

Je vous invite à reposer la question l'an prochain car nous aurons plus de recul. De plus le municipal ainsi que le chef de service étant nouveau il est difficile d'oser un comparatif avec le passé.

Service Bâtiments – Domaines

Location des vitrines

Les emplacements sont-ils tous loués ?

Oui, tous les emplacements sont loués, il y a un qui reste à disposition du CTC.

Sont-ils loués par année ?

Non, ils sont loués de 3 mois en 3 mois.

Existe-t-il une « liste d'attente » pour les locations ?

Oui, il existe une liste d'attente, mais elle ne comporte aucun nom ... !

Déprédations

Par qui le montant chiffré à environ Fr. 30'000.- (= Fr. 10'471.70 et Fr. 19'432.40) dû aux remplacements des fenêtres pour les déprédations citées dans le rapport (Joran + Pépinières) a-t-il été remboursés ?

Par la Commune (entretien courant des bâtiments), car l'Administration n'avait pas conclu de contrat d'assurance contre ce genre de risque. Une nouvelle étude du portefeuille d'assurances de la Ville a été entreprise. Dans les nouveaux contrats, ce genre de risques est assuré. En ce qui concerne dégâts commis aux deux bâtiments scolaires « Joran » et au Collège des Pépinières, les auteurs ne sont toujours pas connus.

Il est fait mention de « travaux d'intérêt général »; quel genre de travail d'intérêt général ont dû effectuer les deux responsables des déprédations sur les bâtiments scolaires pour rembourser un montant de plus de Fr. 30'000. – ? Et sur combien de temps ?

A la première lecture du rapport de gestion, il a mal été interprété qu'il s'agit de deux cas distincts de vandalisme. Dans le cas des petits délits - type « tag » - les assurances des auteurs ont remboursé les dégâts occasionnés ; de plus, les responsables des actes délictueux ont participé à des journées d'intérêt général auprès du CTC.

Suivi énergétique des bâtiments

Que pouvez-vous dire sur l'inventaire financier et technique des bâtiments communaux et des CECB (certificat énergétique des bâtiments) déjà effectués ?

Une étude portant sur 20 bâtiments locatifs du patrimoine financier de la Commune a été conduite en 2011. Cette étude, réalisée à parts égales par des gérances immobilières et le Service bâtiments-domaines, inclus l'expertise technique et financière des immeubles ainsi que pour certains une évaluation énergétique. La Municipalité a

démarré un inventaire financier et énergétique des bâtiments communaux en 2011. La synthèse de ce travail sera rendue publique courant 2012.

Que va faire la Municipalité de ces informations, afin qu'elles soient le mieux traitées ?

Une analyse des données, comprenant des propositions d'actions, sera effectuée en 2012 et le résultat communiqué à la Municipalité afin de prendre les décisions qui s'imposeront.

Gérances

Immeuble sis à l'av. 1^{er} mai 13

Qu'est-ce que le contrat de prêt à usage ?

Le contrat de prêt à usage est une mise à disposition gratuite d'un bien immobilier.

Comment la collaboration avec l'ALJF (association pour le logement des jeunes en formation) s'est-elle déroulée ?

Très bien, il y a eu plusieurs rencontres. 5 jeunes habitent cette maison.

Comment s'est fait la sélection de l'association ?

C'est l'Association pour le Logement des Jeunes en Formation qui a pris contact avec la Commune de Renens. C'est d'ailleurs la seule demande formelle que la Commune a reçu. Il est à noter que la Commune de Renens a déjà collaboré d'une manière positive et constructive par le passé avec cette association ALFJ.

Y'avait-il d'autres possibilités ?

Etant donné le délai de l'usage de l'immeuble (destruction prévue), il était difficile de trouver une solution pour éviter des éventuels « squatteurs ». Il est intéressant de savoir que l'occupation des lieux est faite par des étudiants. Un « bail » a été établi pour 6 mois, renouvelable tous les 3 mois.

Service Environnement – Maintenance

Manifestation privée

Le matériel que met la Commune à disposition est-il gratuit ?

Non, il y a deux prix : un prix commercial et un prix associatif. La Commune ne fait pas de publicité pour ce service.

Chemin des sens

Avez-vous eu des retours concernant le « chemin des sens » ?

Oui, il est toujours positif.

Quelle publicité a été faite pour ce parcours ?

Il a été présenté lors de la semaine de la mobilité, un rallye suivant le tracé a été organisé sur « le chemin des sens ». Dans les projets à venir, une application « Iphone » verra le jour.

Avez-vous encouragé « Ecoles » à suivre ce parcours ?

Non, rien n'a été entrepris dans ce sens.

Vœu 4 : La Commission de gestion souhaite que la Municipalité insiste auprès de la Direction des établissements scolaires, afin qu'elle propose aux enseignants l'utilisation de ce « chemin des sens » pour leurs élèves.

Réponse de la Municipalité : la Municipalité fera le nécessaire pour informer les établissements scolaires de l'existence et de la démarche du "Chemin des Sens".

Adhésion au groupement du Triage forestier intercommunal de la Venoge

Le triage de la Venoge emploie un garde forestier ; quel est son cahier des charges ?

Selon le préavis No 104.2011- « Adhésion au groupement du triage forestier intercommunal de la Venoge et autorisation d'établir un contrat de prestation avec ledit groupement » la Commune de Renens participe à hauteur de 1,83% du budget (soit Fr. 230'000.- au total).

M. Laurent Robert, garde forestier, s'occupe du plan de gestion des forêts : soit le martelage, la sylviculture et la vente du bois. Il transmet un rapport à l'Inspecteur cantonal M. Kazemi.

Partenariat avec le Centre d'intégration et de formation à Renens (ORIF)

Quel est le bilan de la collaboration avec l'ORIF pour l'entretien du site extérieur du Léman ?

Le bilan de cette collaboration est très bon, excellent même. La collaboration avec cet organisme d'insertion professionnelle continuera en 2012. Des arbres sont « prêtés » pour le taillage, afin que les jeunes/personnes en formation apprennent, tout en étant coaché par des professionnels engagés par l'ORIF.

Section gestion des déchets

Containers enterrés : comment la vidange s'organise-t-elle ?

Depuis janvier 2012, tous les containers sont totalement opérationnels. Le transporteur connaît le taux de remplissage des containers à tout moment via une puce électronique.

Pourquoi l'on voit encore très souvent des poubelles/ papiers/cartons, trainant tout autour ?

Au centre-ville, les containers sont sous-dimensionnés par rapport aux nombreuses entreprises (commerces). Tous les jours un employé de la voirie (responsable environnement) passe contrôler. De plus, il a été envoyé divers courriers (convocation, avertissement et/ou amendes) aux personnes/commerçants/gérants concernés pour remédier à cette problématique.

Qu'a fait la Municipalité pour l'information aux régies d'immeubles ?

Le service a régulièrement envoyé des courriers d'information aux gérances d'immeubles.

Y-a-t-il des règles sur le nombre de containers à poubelle/compost/papier/ etc., devant les immeubles et sur les trottoirs ?

Un document « Excel » existe et donne une indication quant aux nombres de containers par habitants lors de nouvelles constructions. Par contre, la Commune donne des directives lors des permis de construire (lieu de sortie des poubelles par exemple). La réglementation communale va prochainement être refaite.

Dans l'affirmative, qu'a fait la Municipalité pour faire respecter ces normes ?

Le Service a écrit divers courriers, fait des visites, eu des rendez-vous avec des propriétaires ou concierges. L'entreprise Veolia informe également grâce à des étiquettes autocollantes mises sur les containers non réglementaires (par exemple cassés, etc..).

Éclairage public

Va-t-on continuer à changer l'éclairage public et lui procurer une « cure de jouvence » comme au Centre-ville tout en utilisant un éclairage LED ?

Oui, mais attention au « futur » du LED, car très cher vu que le changement se fait au niveau des têtes LED.

En 2011 a-t-on envisagé de baisser l'intensité lumineuse au milieu de la nuit ?

Certains lampadaires publics diminuent déjà l'intensité durant la nuit ; rien n'est encore prévu dans ce sens.

Vœu 5 : La Commission de gestion souhaite que le sujet concernant l'éclairage public devienne une priorité à l'avenir pour la Ville de Renens.

Fonds du développement durable

Qu'a fait la Municipalité pour promouvoir ces subventionnements, mis à part la plaquette informative ?

Elle a édité un article dans le journal communal « Carrefour info » en mai 2011 et fait une annonce sur site internet de la Commune de Renens

Comment a fait la Municipalité pour évaluer l'information transmise à travers la plaquette ?

Le nombre de demande de subvention est en constante augmentation. La plaquette qui été jointe à l'impôt foncier a produit son effet. De nombreuses questions, qui n'ont pas encore forcément abouties à des demandes concrètes de subventions ont été posées ou transmises au CTC.

Quels sont les propriétaires qui ont reçu cette information ?

Tous les propriétaires qui reçoivent l'impôt foncier ont reçu également l'information écrite concernant la promotion de subventionnement.

Pourquoi la Municipalité n'a-t-elle pas actualisé son Agenda 21 sur le site officiel de l'Administration Fédérale (dernière actualisation 6.6.2008) ?

L'actualisation de l'Agenda 21 se fait sur demande (mais généralement elle est effectuée pour toutes les villes en même temps !). Le délégué à l'environnement de la Ville de Renens prendra prochainement contact avec l'Administration fédérale pour apporter les modifications nécessaires.

Remarque 20 : La Commission de gestion se réjouit de lire l'actualisation de l'Agenda 21 sur le site de l'Administration Fédérale.

Réponse de la Municipalité : Suite au passage de la Commission de gestion, le nécessaire a été fait pour apporter les modifications demandées.

Où et à quelle étape en est la Municipalité dans le réaménagement de la place de jeux mentionnée dans le postulat du 24 juin 2010 : développement des alentours du terrain de football de Verdeaux ?

Une table de pique-nique et un grill ont été mis en place ; l'aire de jeux est actuellement en conformité avec les normes européennes.

Où en sont les travaux de rénovation du petit local du terrain de foot de Verdeaux ?

Le petit local extérieur a été repeint (par un peintre de la Commune et son apprenti). Une demande du FC Renens a été faite pour des aménagements intérieurs.

La Municipalité a-t-elle envisagé d'installer des containers enterrés aux abords (Nord) du terrain de foot, pour des cartons, des pets, des verres et des ordures ménagères, comme elle l'a fait au centre-ville (à côté de la Coop et Migros), partant du principe que de tels conteneurs pourraient bénéficier aux habitants du quartier de Borjod, Corbettes et du 24-Janvier ?

Non, la Municipalité n'envisage pas d'installer des containers enterrés sur le site de Verdeaux.

L'évacuation du PET se fait via les commerces, car une taxe est perçue lors de l'achat des contenants pour son recyclage. Quant aux déchets de pique-niques, ils peuvent prendre place dans les poubelles mises à disposition sur le site.

Lors de nouvelles constructions, des containers enterrés peuvent être demandés par les propriétaires Seuls les frais de génie civil sont à charge de la Commune.

A-t-on conscience que des particuliers continuent de se permettre de déverser des produits qui peuvent être nocifs pour l'environnement au tout à l'égout, comme par exemple lors du nettoyage de leur voiture ou des vidanges, devant leur garage ? Si oui, qu'a fait la Municipalité pour y remédier ?

La Municipalité en est tout à fait consciente, c'est pourquoi une annonce dans « Carrefour Info » a été faite.

Si non, pourquoi n'a-t-il pas été possible de faire quelque chose ?

Malheureusement, la Commune peut difficilement faire plus, vu que le plus souvent ces nettoyages sont faits sur zones privées !

Qui s'est occupé de la volière en 2011 ? Est-ce la même personne que les années précédentes ?

C'est toujours M. Jean-François Créteigny, collaborateur « Environnement-Maintenance » et qui prendra très prochainement également les fonctions d'apiculteur, pour les ruches communales.

Est-ce que la Commune a dû acheter des oiseaux ?

Non, il n'y a pas eu d'achat en 2011.

Remarque 21 : Existe-t-il un compte « volière », achat d'oiseaux dans le budget et les comptes de la Commune ?

Réponse de la Municipalité : Non, il n'existe pas de compte spécifique. Il est néanmoins vrai que si l'ornithologue responsable de la volière avait des frais particuliers à se faire rembourser, ils le seraient, ce qui n'a pas été le cas en 2011.

Les oiseaux proviennent-ils uniquement des « dons » de personnes qui regrettent d'avoir pris un oiseau ?

Non, c'est rarement par ce biais que l'on fait des acquisitions d'oiseaux. M. J.-F. Créteigny n'apprécie d'ailleurs pas cette méthode, car il y a une méconnaissance de l'historique de chaque oiseau (d'où viennent-ils, comment ont-ils été élevé, etc...). Généralement, les oiseaux sont choisis et achetés par M. J.-F. Créteigny.

Est-il prévu un prochain « relook' cage » de la volière ?

Il est prévu en 2013 une réfection de l'intérieur (arbuste, etc...) de la volière.

Les renards en ville sont un problème, il n'est pas rare d'en croiser à Renens. Qu'a fait la Municipalité pour pallier à ce « problème » ?

Le Service de la faune et de la flore est autorisé à tirer sur ces animaux, sur demande du chef de service « Environnement-Maintenance ». Ce sont des professionnels qui sont mandatés par le Canton et qui viennent à Renens, pour éviter des risques liés aux habitations.

Travaux de rénovation des vestiaires de la salle de gym de l'Hôtel-de-Ville : y a-t-il eu des imprévus ?

Non, il n'y a eu aucun imprévu.

Sont-ils fonctionnels et opérationnels ?

Oui, ils opérationnel et fonctionnel ; un retard de 3 semaines a été perçu, suite au temps de séchage qui avait été sous-estimé.

En 2010, l'entité « Nespresso » devait prendre contact avec la Commune, afin d'y installer d'éventuels conteneurs de récupération (capsules), cela s'est-t-il concrétisé ? – Si oui, sous quelle forme et dans quel délai ?

Ce n'est pas « Nespresso » qui a contacté Renens, mais l'inverse.

Oui, tous les bâtiments administratifs de la Commune en sont équipés et cela gratuitement.

De plus 4 autres « conteneurs de récupération » sont placés dans les quartiers du Village, Sur-la-Croix, lors de la déchetterie mobile et à la déchetterie de Malley.

CULTURE – JEUNESSE - SPORT

Quelles sont les améliorations apportées au fonctionnement du service Culture-Jeunesse-Sport par rapport à 2010 ?

La principale amélioration réside dans les engagements de deux apprentis, un au service administratif et un à la Salle de spectacles, qui ont été possibles non seulement en raison du déménagement du service CJS à la rue de Lausanne 21, mais surtout grâce à l'engagement et la formation des personnes qui les encadrent, sans pour autant fermer la porte à des stagiaires.

Y a-t-il aussi eu des faiblesses qui seraient apparues et à quoi sont-elles dues ?

Non, si ce n'est l'accroissement des préoccupations quotidiennes, du manque de temps pour la réflexion et l'analyse et de la complexité de certains dossiers transversaux.

Observation No 4 « Sport » - page 7 de la commission de gestion

La commission demande que le développement du sport, tant dans les clubs que dans les sports de rue devienne une priorité du service

La commission avait maintenu son observation.

Quelles ont été les demandes « particulières émises par les Clubs » ?

- ✓ *Ouverture des salles de gym pour les jeunes.*
- ✓ *Construction du terrain multisports avec les jeunes.*
- ✓ *Préavis pour construction du terrain synthétique.*
- ✓ *Organisation de la course pédestre qui prend de l'ampleur et qui est un moment important dans l'année.*
- ✓ *Soutien aux sociétés sportives (moins visible)*

En quoi le service CJS participe-t-il à la création, par exemple, d'un club (exemple Taekwondo Léman club, section Renens) ?

Le Taekwondo par exemple a demandé de s'installer sur Renens car il avait beaucoup de demande d'enfants de la commune.

Les clubs n'ont pas forcément besoin de soutien financier mais de reconnaissance, de locaux et de publicité.

Promotion des associations locales par l'intermédiaire du « Carrefour info » et du site internet

Pour pouvoir bénéficier de subvention de la Commune, les associations sportives doivent s'adresser à CJS qui s'informe de leurs besoins et activités. Pour ceci, il faut présenter des statuts et en cas de nécessité le service aide à leur élaboration.

Ceci se présente 1 à 2 fois par année environ.

Y a-t-il des faits nouveaux ou marquants pour la promotion du sport en 2011 ?

Gymnastrada ➔ accueil en juillet de 800 sportifs finlandais dans 50 classes de Renens.

Ce qui nous a pris beaucoup de temps. Le service fait un gros travail pour le sport, mais il n'est malheureusement pas toujours visible.

Théâtre Kléber-Méleau

Où en est-on avec le projet de « pôle culturel » sur le site de Malley ?

Pas de nouvelle à ce jour pour celui-ci.

Sur le site de Malley un projet est prévu pour la culture. Il y a eu pour en 2011, 86 représentations et 12'865 spectateurs.

Autre Musée - Ferme des Tilleuls

Où en sommes-nous avec le projet « L'Autre Musée » ? Qu'a-t-il été entrepris en 2011 pour faire avancer ce projet ?

La contribution de CJS à ce projet est de participer à l'élaboration des statuts de la Fondation, la recherche de fonds et le projet artistique.

Corso

Le montant budgétisé pour le projet « Corso » a-t-il été revu à la baisse, afin de pouvoir réétudier sa faisabilité ? - Aucune mention du projet « Corso » n'apparaît dans le rapport de gestion en 2011 ; ce projet va-t-il disparaître ?

Rien pour 2011. Les négociations sont en « standby ». Toutefois les études ont été faites, mais il faudra repenser le projet ; le projet « Corso » ne va néanmoins pas disparaître.

Observation 4 : La Commission de gestion souhaite avoir la certitude que la Commune de Renens ne financera pas une seconde étude.

Réponse de la Municipalité : Une première étude a été effectuée et le montant de celle-ci a été présenté et discuté lors d'une séance de la Commission des finances. Il a été effectivement précisé qu'un nouveau projet sera élaboré sur la base des renseignements obtenus dans le cadre de la première étude, tout en n'excluant pas quelques études complémentaires spécifiques mais, de moindre importances et pour lesquelles la Commission des finances sera informée.

Centre de Rencontre et d'Animation

La fréquentation de la nouvelle structure communale CRA – notamment l'espace jeune – a-t-elle augmenté avec la nouvelle réorganisation ?

Depuis la mise en place de la nouvelle équipe, il y a une nette augmentation (d'enfants et d'ados). Il y a aussi plus d'accueils. Par exemple le vendredi est complet, jusqu'à 40 à 50 jeunes. Les jeunes peuvent jouer au billard, faire de la musique, du rap, des repas communautaires préparés par les jeunes dans une cuisine toute rénovée (15 à 20 convives pour un repas par exemple).

10 % des jeunes viennent d'autres communes. Des liens existent avec les autres centres de jeunes de la région, les divers intervenants se rencontrent régulièrement.

Les animateurs ont constaté qu'il y a plus de jeunes en automne et en hiver qu'aux autres saisons. Pour la belle saison, il faudra trouver d'autres animations et notamment utiliser les talents de chacun.

Le mercredi qui est réservé aux enfants de 6 à 12 ans rencontre aussi pas mal de succès, jusqu'à 30 enfants, pour du bricolage, du sport, grimpe, ceci sans inscription. Le service doit réfléchir à comment faire face à cette forte demande.

Il y a eu 3 demandes de boum qui se sont déroulées avec succès.

Le Travailleur social de proximité a-t-il pu établir un état des lieux fin 2011 concernant le CRA ?

Le « TSP » n'a pas fait un état des lieux à la fin de 2011, cela ne fait pas partie de son mandat. Il ne fait pas partie de l'équipe du CRA, mais de culture jeunesse et sport : il va intensifier sa présence dans les quartiers. Il a déjà pu identifier les endroits où se retrouvent les jeunes (et pas seulement ceux en difficulté).

Remarque 22 : La Commission de gestion souhaite savoir où se trouve physiquement le « Travailleur social de proximité » ? Au CRA ou au service Culture-Jeunesse-Sport ?

Réponse de la Municipalité : Au Service Culture-Jeunesse-Sport.

Un bilan concernant la nouvelle structure communale est-il déjà sous toit ?

Il est un peu tôt pour un bilan écrit ; par contre le service sait déjà que des points sont à changer pour la suite.

Il y avait une volonté sur le site du CRA d'optimiser sa gestion des déchets, qu'en est-il à ce jour ?

Le CRA travaille essentiellement avec du matériel recyclé pour ses bricolage ou autre, l'envie de développer un travail dans ce sens a été faite avec Monsieur Déchet

Travailleur social de proximité

Peut-on déjà avoir un premier bilan du travailleur de proximité et est-il prévu qu'il intervienne auprès des jeunes (et/ou les marginaux) de la Place du Marché ?

Premier bilan : il est en place que depuis le premier septembre et c'est un peu court pour en faire celui-ci. Son mandat : être auprès des jeunes (jusqu'à 25 ans), créer des liens, établir la confiance. Il lui faudra au moins une année pour se faire connaître, identifier les endroits (Place de la Gare, Pépinières, Ranch, etc.) Il va aussi travailler en partenariat avec CSP, OSP, Case Manager (Cas particulier), POL ouest (prévention, partenariat). Il a donc une permanence fixe au CRA et est présent ailleurs dans les quartiers. Il est chargé de l'inscription pour l'ouverture des salles de gym, les activités coup de pouce (petit job), travail avec et pour les jeunes pour le terrain multisports, demain Florissant. Il a déjà rencontré beaucoup de jeunes et il est bien accepté par ceux-ci. Il entretient aussi des liens réguliers avec le « TSP » de l'Ouest lausannois.

Que doit-on comprendre par « questions sociales ou demandes d'orientation » ?

Il a pu répondre à des questions concernant le logement, l'insertion professionnelle, la précarité financière, l'asile.

Il est fait mention dans le rapport de gestion d'une fréquentation de la permanence de 15 personnes en 4 mois pour la permanence (1-2 heures le mardi +3 heures le jeudi = 5 heures d'ouverture par semaine !) : le bilan est faible. Que va-t-on mettre en place pour palier à un besoin qui n'en est peut-être pas un ?

A part les permanences qu'il a au CRA, il est aussi sur le terrain. Les permanences ne sont qu'une partie de son mandat. Ces 15 rencontres concernaient des problèmes plus conséquents.

Par quel biais le travailleur social de proximité se fait-il connaître ?

Par les diverses activités citées plus haut, ainsi que les inscriptions/réservation des salles de gymnastiques, les activités « coup de pouce » etc...

La commission de gestion n'a pas trouvé un quelconque retour sur le « délégué jeunesse » - pourquoi ?

C'est un oubli dans l'inscription des libellés du rapport de gestion !

Addictions

On peut lire dans les quotidiens régionaux qu'il est primordial de pouvoir entrer en contact avec les jeunes très tôt (12 ans déjà !) concernant les problèmes liés à la consommation d'alcool ou tabac. Le milieu scolaire a-t-il conscience de cet état de fait ? Cette question est un complément à l'observation No 7 citée en page 7 du présent rapport de gestion.

Oui, le milieu scolaire est conscient de ces divers problèmes. Il intervient chaque fois qu'une situation se présente par une action éducative via les médiateurs scolaires et/ou les infirmières. Un programme de l'Etat est d'ailleurs en réflexion pour l'ESR à l'aide de l'unité de promotion et de prévention en milieu scolaire, il s'agit « programme dépendances » dont la mise en œuvre n'est pas encore définie.

Remarque 23 : La Commission de gestion reviendra à l'exercice 2012 sur cette problématique.

Quelles mesures préventives en général (pas uniquement à l'école ont été mises sur pied pour ces problématiques en 2011 ?

La reprise du CRA n'a pas permis de mettre en place quelque chose de concret durant l'année 2011 mais en 2012 il y aura des changements Si, au CRA il est constaté que quelqu'un est sous influence de produit ou d'alcool, le jeune reçoit un avertissement et les parents sont informés. Jusqu'à maintenant il n'y a pas eu beaucoup de cas mais les animateurs sont très attentifs. Pour les clubs sportifs cela se fait aussi mais par d'autres biais.

L'Ecole – en tant qu'entité - a-t-elle constaté une recrudescence des problèmes liés à la consommation d'alcool et de cigarettes de la part de ses élèves dans ses établissements scolaires ?

Non.

Est-ce que des élèves de notre Ville ont été identifiés en 2011 comme ayant des problèmes d'addictions (drogues, alcool, jeux vidéo, etc.) ? Si oui combien ? Ont-ils été dénoncés (parents, médecins, SPJ...) ?

Il n'existe aucune liste et/ou statistique ; ce n'est pas le rôle de l'école.

Infirmières scolaires

Comment font-elles pour détecter des problèmes tels que par exemple : anorexie-boulimie, maltraitements et abus ?

Dans la majorité des cas, les enseignants signalent les élèves concernés aux infirmières.

De tels problèmes ont-ils été détectés en 2011 ?

Il n'existe aucune liste et/ou statistique ; ce n'est pas le rôle des infirmières.

En ce qui concerne la maltraitance ou les abus, y a-t-il systématiquement dénonciation au SPJ ou passe-t-on avant par un entretien avec les parents ?

Il y a signalement au SPJ (service de protection de la jeunesse) après entretien avec les parents.

Combien d'infirmières scolaires sont engagées pour nos établissements scolaires ?

150%, réparti sur 3 personnes.

Remarque 24 : La Commission de gestion souhaite obtenir une réponse plus précise quant aux jours de présences et dans quel lieu ?

Réponse de la Municipalité : Cette question sera reprise dans le prochain rapport de gestion.

Où se trouvent leurs bureaux ? Sont-elles présentes tous les jours ?

Sur les sites scolaires du 24-Janvier, de Verdeaux et du Léman

Une permanence hebdomadaire est assurée en fonction de l'emploi du temps de chacune.

De qui dépendent les infirmières scolaires ?

Les infirmières scolaires dépendent du Canton : l'Association Vaudoise des Soins à domicile.

Code respect

Quel est le bilan de la campagne de sensibilisation « Nom de Code respect », qui était ciblée « public filles, jeunes filles » ?

Le bilan est positif, les thèmes ont été repris par les écoles et les jeunes ainsi que dans le règlement du CRA. Le racisme, le sexisme, l'homophobie sont strictement interdits.

Pour information : une autre campagne est actuellement testée en Suisse alémanique, nous verrons donc en 2013 la suite donnée.

Vol en avion

Combien d'enfants ont-ils pu bénéficier de cette expérience ? Cette pratique a-t-elle également lieu dans d'autres communes ?

Nous avons la chance d'avoir un aviateur qui habite Renens. Ces vols existent depuis près de 29 ans déjà et chaque année ce ne sont pas moins de 20 enfants qui en bénéficient.

Course pédestre

Comment est faite la « promotion » de cet événement ?

Affiches mondiales, A3 et flyers; site internet « renens.ch » et Trophée lausannois; « Carrefour Infos Renens »; mailing aux sociétés sportives Renens et environs et aux participants des éditions précédentes; communiqués de presse; spots Lausanne FM; brochures Trophée lausannois, 13 courses du Trophée lausannois.

Les retombées sont-elles aussi importantes en termes de « promotion sportive » que de « promotion économique » ?

Ce moment dans l'année prend sa place dans la ville de Renens. La première course de 2007 avait réunis environ 300 personnes. En 2011, il y a eu plus de 400 inscriptions. Cette course est reconnue par le Trophée lausannois. Les inscriptions sont maintenant payantes, mais bon marché, afin de favoriser la course, elle est gratuite pour les moins de 20 ans. La course n'est donc pas rentable ce qui n'est pas le but non plus. De plus des partenaires et des sponsors s'y intéressent. Le parcours est défini par le service CJS en collaboration avec PolQuest.

Bibliothèque

Les problèmes d'organisation observés lors de la visite de la commission de gestion en 2010 ont-ils trouvé des solutions en 2011 ?

Oui.

Bibliothèque du Léman : fréquentation, heures d'ouverture, quels sont les changements par rapport à 2010 ?

Il n'y a pas de changement, le lundi est toujours fermé au public. Cela a permis d'accueillir une classe de plus

Est-ce qu'avec l'ouverture de la nouvelle Bibliothèque du Léman sa fréquentation a augmenté ?

A la suite de la présentation de celle-ci par CJS auprès des enseignants, la fréquentation a augmenté.

Qu'implique l'adhésion de la Bibliothèque du Léman à l'association « BiblioVaud » ?

La définition suivante explique bien le but d'adhérer à cette association : s'associer pour œuvrer ensemble afin de faire rayonner la culture et la mettre à la portée de toutes et tous, tel est le pari lancé par le groupe fondateur de BiblioVaud en 2010.

Définition de BiblioVaud : association faitière des bibliothèques vaudoises.

La Bibliothèque du Léman informe-t-elle sa clientèle qu'il existe une bibliothèque (BSR : Bibliothèque sonore romande) réservée aux malvoyants ?

Oui, elle informe sa clientèle de ces lieux.

Sous la rubrique « Statistiques 2011 » : qui sont les lecteurs « spéciaux » ?

Les lecteurs dits « spéciaux » sont des professionnels ; ces lecteurs peuvent emprunter plus de livres en une fois.

Centre de documentation scolaire (Collège des Pépinières)

La fréquentation de ce Centre est-elle satisfaisante ?

Ce centre de documentation est en préparation et entrera en fonction en août 2012.

Il y aura environ 7000 livres, les enseignants participent au choix de ceux-ci. Son inauguration aura lieu le 5 septembre 2012.

Petits jobs pour les jeunes

Comment ces jobs sont-ils offerts aux jeunes ?

Sous l'intitulation « Coup de pouce « la commune offre de petits jobs aux jeunes de Renens ». C'est très apprécié par ceux-ci, ils s'inscrivent auprès du TSP le mercredi. Les divers travaux sont offerts par divers chefs de la commune et constituent à de la mise sous plis, pose d'affiches, distributions de papillons dans les boîtes, etc. ces travaux sont réservés au 15-18 ans.

Spectacles – Salle de spectacles

Bilan de la fréquentation des spectacles ?

125 abonnements ont été vendus en 2011. La fréquentation n'est pas la même suivant les spectacles. Les représentations (têtes d'affiches !) sont rapidement au complet, d'autres spectacles sont moins courus. Il semble que le bilan soit dans son ensemble bon.

Selon les artistes, les spectacles sont soit complets très vite, soit les places sont difficilement vendues ; peut-on dire que le « flop » de certains spectacles compensent l'engouement pour d'autres ?

Il y a une volonté d'avoir un programme éclectique. Il y a un équilibre dans ce choix : têtes d'affiches, découvertes, programmes pour artistes romands, spectacles d'ailleurs, afin de ne pas oublier les habitants originaires d'ailleurs.

Il y a peu ou pas de spectacles programmés pour les enfants ; est-ce une volonté du service ?

La programmation de spectacles pour enfants n'est pas envisagée pour le moment.

Observation 5 : La Commission de gestion insiste sur le fait qu'il serait bon de repenser un spectacle en fin d'année - par exemple - d'une programmation pour les enfants.

Réponse de la Municipalité : Cette proposition, si elle n'est pas envisagée aujourd'hui, l'idée en est conservée. Elle sera étudiée dans le cadre de la programmation des spectacles.

Comment et par qui sont choisis les spectacles programmés dans une saison ?

La sélection des spectacles se fait par le coordinateur culturel et le choix par la direction.

Comment se présente la promotion des spectacles ?

Promotion des spectacles se fait par des flyers, le carnet spécial, site internet, carrefour infos, affiches.

Vœu 6 : La commission de gestion souligne la qualité des campagnes promotionnelles.

Combien d'abonnements sont distribués gracieusement par le service « Culture-Jeunesse-Sports » ?

20 abonnements.

Acteurs culturels

Qui sont les acteurs culturels ?

Ce sont 20-30 personnes ou association comme l'ECAL, Kléber-Méleau, GAF, Power- Dance, etc... Les acteurs culturels ont d'ailleurs tenu un stand d'information les 4 juin et 3 septembre 2011.

Noël à Renens

Lors d'un précédent rapport de gestion, il avait été demandé que le marché des artisans soit d'une autre teneur, cela s'est-il concrétisé ?

En 2011 le budget était moins important que l'année précédente où c'était le retour sur la place du marché. En effet Migros et Coop n'ont pas participé de la même manière.

Pour pouvoir participer au marché de Noël les artisans doivent présenter un dossier avec photos à l'appui. Néanmoins certaines associations comme Rayon de soleil, Afiro, Mobilet' ont leur place pour cette manifestation.

Existe-t-il un bilan de la part des artisans – questionnaire de satisfaction par exemple ?

Un bilan se fait après coup en réunion avec les artisans. Ceux-ci sont satisfaits et demandent à revenir.

Sait-on si les artisans s'en sortent financièrement ?

Non, c'est une donnée inconnue. Par contre, comme ils souhaitent revenir, c'est certainement gage de positivité (ou de rentabilité).

Cette année, il a été constaté que l'espace réservé au « Père Noël » ne comprenait aucune décoration (sapin à l'état naturel !) : est-ce une volonté ?

Non, c'est une erreur !

Renens « animation »

Les commerçants sont-ils satisfaits du marché et de son animation ?

Pas de bilan ou d'enquête de satisfaction à ce propos.

Pourquoi la Municipalité souhaite-elle demander une cotisation annuelle pour renforcer les animations sur la Place du marché ?

Les cotisations ne concernent que les commerçants qui sont membre de l'association « Renens animation ».

Qui choisit les animations ?

Les animations sont choisies par le coordinateur culturel.

Quelles sont les démarches effectuées pour trouver des animations au Centre-Ville ? Le service s'en réfère-t-il éventuellement aux autres villes ?

C'est le coordinateur culturel qui fait des recherches (festivals, musiciens de rue, etc..) en fonction du budget alloué et des goûts des usagers.

Pourquoi les animations sont uniquement ciblées « centre-ville » ?

Les animations sont ciblées « centre-ville » car elles sont financées en partie par l'association « Renens animation ».

On déplore que lors de manifestations, animations sur les sites communaux il n'y ait pas plus de représentations des associations ou sociétés locales. Ce désengagement de la part de nos propres associations est-il dû à un manque de « bénévolat », de présentation des projets communaux ou de motivation simplement ?

Cette association a établi des statuts depuis 1978. Les animations et les démarches sont proposées par le coordinateur culturel. L'an dernier une proposition de verser une cotisation de Fr. 100.- a été proposée, afin de renforcer les animations ; plus de 20 commerçants ont accepté. A la question « ... on déplore le manque de participation des associations de Renens », il a été répondu ceci : « si on fait appel aux associations de Renens bien sûr qu'elles répondent « présent ». Mais, comme il faut diversifier l'offre, il est fait appel à l'extérieur (démonstration de jonglage de ballon, par exemple), afin de ne pas revoir les mêmes prestations ou solliciter les mêmes associations.

Dîner « quizz »**Par qui sont choisis les thèmes ?**

Le thème est choisi par le délégué jeunesse ou le groupe coordination jeunesse, celui-ci doit coller au mieux avec l'actualité.

Quelle tranche d'âges est concernée le plus souvent ?

La tranche d'âge la plus souvent concernée est celle de 16 à 20 ans.

Combien de participants y a-t-il ?

Il y a un maximum de 50 participants par « dîner quizz ».

Il avait été émis le vœu d'avoir au moins 2 soirées « dîner quizz » par année ; est-ce pour cela qu'il y en a eu uniquement 2 ?

Il y en a 2 par année un au printemps et un à l'automne. Ces organisations demandent une préparation importante et la participation est limitée à 50 jeunes en fin de scolarité. Les sujets suivants ont été traités : intergénérationnel (en collaboration avec AVIVO) la sexualité, l'insertion professionnelle, les élections communales.

Les commerçants sont sollicités pour les lots du « dîner quizz » et nous ne pourrions pas leur faire plus de demande sur l'année.

Chalet Ondallaz (camps scolaires)**A combien revient un camp d'une semaine pour un élève ?**

Il est de Fr. 120.56 par jour. Il comprend uniquement les prestations du personnel d'Ondallaz et non celles des autres services de l'administration communale.

Remarque 25 : La Commission de gestion souhaite savoir à combien s'élèvent les frais des autres services de l'administration communale.

Réponse de la Municipalité : Ces renseignements vous seront transmis le plus rapidement possible.

Les enseignants paient-ils leur séjour ?

Non, les enseignants ne paient pas leur séjour.

Quelle est la subvention de la Commune pour les enfants ?

Pour déterminer celle-ci, il faut prendre le total des charges des sections 3283 et 5370, déduire le montant des revenus des sections 3283 et 5370 (sans le compte 5370.4902 qui est le montant imputé aux établissements primaire et secondaire, montant supporté par la Commune). A savoir, que les frais correspondant au travail effectué par les différents services (CTC, CJS, Finances, RH, AG) devraient également être pris en compte, mais qu'il n'est pas possible de déterminer le montant de ceux-ci, aucun décompte n'étant tenu à ce jour.

Le résultat correspond au résultat général d'Ondallaz, camps écoles et camp de vacances tout confondu.

Comment est calculée l'aide ponctuelle octroyée pour les enfants ?

En fonction du critère établi par le service de la Sécurité sociale : aider les familles une fois par année en fonction de leur revenu, entre Fr. 100.- et Fr. 150.-

Le prix fluctue-t-il en fonction des saisons ?

Non, il est le même en hiver qu'au printemps ou en automne.

Combien d'enfants n'ont pas participé aux camps proposés par les établissements scolaires ?

Moins de 5 en 2011.

Connait-on les causes d'une éventuelle « non-participation » de certains élèves ?

Problème d'accident. Motif religieux /éducatif. Rare pour des sanctions scolaires.

Chalet « Mon beau pays »

Il n'y a pas trace dans le présent rapport de gestion d'une éventuelle « promotion » concernant la location de ce chalet communal. Qu'en est-il à ce jour ?

Quel est le prix de sa location pour un séjour ?

Ce chalet est-il loué par d'autres communes pour leurs élèves ?

- Si oui, à quelle fréquence ?
- Si non, pourquoi ?

Sa promotion apparaît dans une revue intitulée « Voyages de groupes » ; exemple de l'annonce :

Localité : 1807 Blonay
Nom : Chalet « Mon Beau Pays » - Ondaldez-sur-Blonay
Descriptif : pour 30 personnes
Places de parc, cuisine équipée, chauffage, eau chaude et froide, dortoirs
Prix de location : sur demande
Contact : Service Culture-Jeunesse-Sport de Renens Tél. 021/632 75 04

Conseil d'établissement

Quels sont les moyens mis en œuvre pour informer le public (parents d'élèves, associations locales, clubs sportifs, école d'art ou musique, éducateurs, travailleur social, etc...) que les séances plénières sont publiques ?

Sur le site internet, dans le Journal « Carrefour d'info ».

A-t-on pu facilement reconstituer le Conseil d'établissement après le départ de certains de ces membres ?

De manière incomplète : il manque un représentant du quart « parent d'élève » et un représentant du quart « société civile ».

Les thématiques laissées en suspens par le précédent Conseil vont-elles être reprises ?

Oui.

Devoirs surveillés

Il y a parfois une confusion dans la compréhension de la terminologie entre « appuis » et « devoirs surveillés ». Une nouvelle information plus explicite a-t-elle été prise en compte pour la rentrée 2011 ?

La terminologie " devoirs surveillés " a toujours été très claire et une explication détaillée qu'il ne s'agit en aucun cas d'un appui se trouve chaque année sur le document adressé aux parents. Les personnes engagées sont des enseignants ou des adultes ayant l'expérience de ce genre de travail.

Comme c'est une décision communale, comment sont choisies les personnes qui sont présentes lors de cette formule « devoirs surveillés » ? – test, etc....

Pour le primaire: ce sont pour la plupart des personnes qui le font depuis plusieurs années. Ils bénéficient d'un suivi d'une doyenne pédagogique; en cas de problème nous mettons fin à leur contrat.

Pour le secondaire: ce sont des enseignants ou des étudiants et des coaches, soit des élèves de dernière année qui encadrent leurs pairs sous la supervision de l'enseignant.

A quel moment de l'année, par quel biais se créent les recrutements ?

Les recrutements (ou renouvellement) se font entre la fin de l'année scolaire et le début de la suivante.

Remplacement(s) dans les établissements scolaires

Dans certaines classes (primaire ou secondaire), il est fait appel à des remplaçant(s) soit pour des remplacements ponctuels, soit de plus longues durées. A qui appartient la recherche/choix des remplaçant(e)s ?

- Au département cantonal ?
- A la direction des écoles via le directeur d'établissement ?
- aux doyens/doyennes ?
- aux enseignant(e)s ?

On constate également que certain(e)s remplaçant(e)s ne possèdent aucun titre pédagogique. Comment peut-on dès lors engager des personnes qui ne sont pas formées ?

Les enseignants étant sous la responsabilité de la Direction Générale de l'Enseignement obligatoire, ces questions sont directement traitées par l'Etat de Vaud. Les directions des établissements scolaires n'ont aucune implication sur ces différents points".

Remarque 26 : La Commission de gestion s'étonne de cette manière de faire et souhaite obtenir de plus amples renseignements quant aux critères d'engagement des remplaçants.

Réponse de la Municipalité : La Municipalité rappelle que les points abordés dans cette remarque et la suivante (remarque 27) sont de la compétence du Canton et non pas de la Commune.

Les parents sont-ils prévenus de cet état de fait ou cela n'est tout simplement pas présenté comme une priorité ?

Les enseignants étant sous la responsabilité de la Direction Générale de l'Enseignement obligatoire, ces questions sont directement traitées par l'Etat de Vaud. Les directions des établissements scolaires n'ont aucune implication sur ces différents points".

Remarque 27 : La Commission de gestion estime qu'il est du devoir de l'Ecole, soit par l'intermédiaire des directions scolaires, soit du département de l'Instruction publique, d'indiquer aux parents si les enseignants sont des personnes qui ont suivi une formation adéquate.

SECURITE PUBLIQUE –INFORMATIQUE- POPULATION

Quelles sont les améliorations apportées au fonctionnement au service Sécurité publique-Informatique-Population par rapport à 2010 ? Y a-t-il aussi eu des faiblesses qui seraient apparues et à quoi sont-elles dues ?

A proprement parlé peu d'amélioration effective dans le Service Informatique et Population. Ce qui ne signifie nullement que rien n'a été fait ; les améliorations verront le jour en 2012. Dans les détails, le PV de la Commission de gestion 2010 mentionnait les points faibles suivants :

- Déficit de connaissances à l'Informatique : ce constat persiste. Une demande d'engagement d'une personne compétente dans les nouvelles technologies a été retirée pour des raisons budgétaires. Il n'y aura donc pas d'amélioration dans l'immédiat.
- Sécurité informatique (Observation 8) : un préavis sera soumis au Conseil communal cette année pour la mise en place d'un 2^{ème} centre de calcul.
- Site internet (Observation 9) : une réflexion avec « Administration générale » permettra de rédiger un préavis pour la refonte du site de Renens avec une externalisation de l'hébergement.
- Locaux du SPOP (remarque 7) : des nouveaux guichets au Service de la Population seront opérationnels dès juillet 2012. Un ascenseur est à l'étude.

Nous n'avons pas relevé d'autres faiblesses durant l'exercice 2011.

Divers

A-t-on des informations sur les auteurs qui ont brûlé des poubelles aux alentours de la Gare/CFF - affaire datant de 2010 ?

La PolOuest ne peut plus rien ajouter, car l'affaire est entre les mains de la justice.

Quel est le bilan des parrains/marraines de la Gare CFF?

Tout fonctionne très bien, les parrains/marraines sont satisfaits de leur travail. Le service sécurité publique a des contacts réguliers avec eux et ils se rencontrent toutes les 6 semaines pour faire un bilan de situation. Il y a actuellement 12 personnes engagées, elles habitent la région. Elles ont une liberté au niveau de leur engagement et selon leur propre disponibilité dans la tranche horaire demandée par les CFF, soit de 16h00 à 19h00 et de 19h00 à 22h00. Une personne de contact prépare la planification des horaires de 365 jours/365 jours. Les parrains/marraines sont facilement reconnaissables, car ils ont une tenue de travail comportant un gilet, une casquette et un badge à l'effigie de « Railfair ». Leur travail consiste à :

- 1) conseils aux usagers
- 2) intercepter les incivilités diverses
- 3) alléger et pacifier cette plateforme ferroviaire

Comment l'interdiction de la mendicité s'est-elle traduite sur le terrain ?

Selon le nouveau règlement de la PolOuest, art. 40, la mendicité est interdite sous toutes ses formes.

Quel a été le mot d'ordre donné aux policiers ?

Il n'y a pas eu vraiment de mot d'ordre. Les policiers n'ont pas fait de la répression systématique. Au contraire, il a été établi pour l'Ouest lausannois un flyer explicatif (traduit d'ailleurs en plusieurs langues relatant l'interdiction sur le territoire de la PolOuest de la mendicité sous toutes ses formes) qui a été remis à chaque personne interpellée dans la rue et qui s'adonnaient à la mendicité.

Y a-t-il eu une chasse aux mendiants ou une incitation à dénoncer ces personnes ?

Non, il n'y a pas eu d'incitation quelconque à dénoncer les contrevenants. Après 4 mois de l'entrée en vigueur de l'art. 40, il y a eu sur le territoire de Renens 5 avertissements et 1 personne dénoncée.

La dénonciation implique que la commission de police doive statuer. D'autre part, les services de polices doivent dénoncer aux instances cantonales telles que : le SPJ (service Protection de la Jeunesse) pour des cas liés aux enfants et à la Police Judiciaire, s'il s'agit d'un réseau.

Quels ont été les cours de formation continue suivis par les policiers en 2011 ?

En 2011, une formation spécifique pour les assistants de sécurité publique (anciennement : assistant de police) s'est déroulée en deux phases. La première phase à Savatan pour l'instruction de base (260 heures), puis la deuxième à la Police de Lausanne pour une formation spécifique (160 heures).

Les matières enseignées sont : le droit, la loi sur la circulation routière, la loi sur les amendes d'ordre, la loi sur les chiens, la psychologie, l'éthique et la déontologie, le français et le rapport de police, la dactylographie, la connaissance du district, les premiers secours et la sécurité personnelle.

Un seul collaborateur de la POL et un seul représentant des polices communales hormis Lausanne a obtenu son certificat de fin de formation.

Quant aux collaborateurs de la PolOuest, tous services confondus, ils ont bénéficié de formation interne et de cours spécifique liés à la LOPV (Loi sur l'organisation policière vaudoise).

Par qui ces cours ont-ils été suivis?

Les cours ont été suivis par 18 membres de la PolOuest.

Diverses questions sur le personnel de PolOuest :

- ✓ **Combien de départs ont été enregistrés au sein du personnel de la PolOuest ?**
- ✓ **La proportion est-elle identique pour d'autres corps de police dans le canton Vaud ?**
- ✓ **Existe-t-il une analyse des raisons pour lesquelles les policiers partent dans d'autres communes/villes ?**

La question des départs au sein de la POL est une question de gestion interne à l'Association « Sécurité dans l'Ouest lausannois ». Sur ce point, la commission de gestion du Conseil communal de Renens est invitée à faire part de ses questions à la commission de gestion du Conseil intercommunal de l'Association « Sécurité dans l'Ouest lausannois ». Pour mémoire, le Comité de Direction de cette Association rédige un rapport de gestion annuel public et rend compte de sa gestion devant le Conseil intercommunal. Par contre, pour des questions institutionnelles, il n'est pas possible de répondre aux questions de sa gestion interne devant les instances communales.

Observation 6 : La Commission de gestion déplore le fait de ne pas pouvoir obtenir des réponses sans devoir s'en référer à la commission intercommunale de gestion de la PolOuest !

Réponse de la Municipalité : Le municipal ainsi que le répondant de la Police de l'Ouest ont répondu à plus d'une quarantaine de questions de la Commission de gestion. Trois d'entre-elles, auxquelles il n'a pas été répondu, relèvent de la gestion interne à l'Association « Sécurité dans l'Ouest lausannois ». Sur ce point, la Commission de gestion du Conseil communal de Renens est invitée à faire part de ses questions à la Commission de gestion du Conseil intercommunal de l'Association « Sécurité dans l'Ouest lausannois ». Pour mémoire, le Comité de direction de cette Association rédige un rapport de gestion annuel public et rend compte de sa gestion devant le Conseil intercommunal. Par contre, pour des questions institutionnelles, il n'est pas possible de répondre aux questions de sa gestion interne devant les instances communales.

Peut-on avoir une statistique de l'âge des personnes qui ont eu affaire à la police pour des délits mineurs et majeurs ?

Non. Les délits sont l'affaire de la police judiciaire, les éventuelles statistiques se trouvent au niveau cantonal.

Combien d'accidents de la route ont été répertoriés sur le territoire communal en 2011 ?

258 accidents ont été répertoriés sur le territoire de Renens.

Combien d'enfants étaient impliqués (victimes/auteurs) dans ces accidents ?

Il n'y a pas ce genre de détail dans les statistiques de la Polouest.

A-t-on une tranche d'âges des victimes, des auteurs ?

Il n'y a pas ce genre de détail dans les statistiques de la Polouest.

Quelles sont les proportions d'accidents par catégorie, soit : piétons, véicules à moteur, vélo, vélomoteur, scooter, moto, voire « trottinette/roller »?

Il n'y a pas ce genre de détail dans les statistiques de la Polouest.

Remarque 28 : La Commission de gestion trouve dommage qu'elle doive chercher des réponses par elle-même dans le rapport de gestion de la PolOuest.

On pourrait d'ores et déjà souligner le fait que la commission de gestion de la Commune de Renens n'a aucun « pouvoir » pour obtenir des informations de la part de la PolOuest !

Pourrait-on obtenir une présentation plus détaillée du groupe « prévention & partenariats », ainsi que des informations précises sur la vente et la consommation d'alcool sur le territoire de Renens ?

Concernant la vente d'alcool, la prévention se fait surtout auprès des petits commerçants, car ce sont eux qui auraient tendance à ne pas respecter la loi à la lettre. Tandis que les enseignes importantes sont très strictes sur les âges. Une action est menée en fin d'année scolaire auprès des élèves, afin qu'ils soient attentifs aux problèmes liés à l'alcool. La PolOuest (liées à d'autres associations) distribue des bouteilles d'eau et des informations supplémentaires sur les lieux de rencontre de fêtes de jeunes (bord du Lac, etc...).

Remarque 29 : La Commission de gestion estime qu'il devrait y avoir plus de contrôles chez les commerçants qui sont susceptibles de vendre de l'alcool aux mineurs, sans vérification préalable de l'âge.

Réponse de la Municipalité: La Municipalité, transmettra cette remarque à PolOuest, avec un préavis positif.

Existe-t-il des statistiques concernant les incivilités ?

Oui, il existe des statistiques concernant les incivilités ; elles sont répertoriées dans Le rapport de gestion, document édité par la PolOuest.

Y a-t-il une augmentation des cambriolages en 2011 et de combien par rapport aux autres années ?

Effectivement, il y a une augmentation des cambriolages en 2011. Selon les statistiques de la PolOuest, il y aurait eu 374 délits en 2011 contre 348 en 2010.

Suite à ces cambriolages, combien y a-t-il eu d'arrestations ?

Il y a eu 116 interpellations et arrestations en 2011.

Combien d'agressions ont été enregistrées en 2011 ?

Les données en matière de criminalité sont tenues par la Police Cantonale Vaudoise, seule compétente en matière de judiciaire sur le district de l'Ouest lausannois. L'ensemble des statistiques peut être consulté à l'adresse suivante : <http://www.vd.ch/autorites/departements/dse/police-cantonale/statistiques/>

Peut-on parler de « diminution ou augmentation » pour l'année 2011 ?

On peut certainement utiliser le terme « augmentation » quand bien même le service de la PolOuest ne détient pas ce genre de statistiques. Elles sont de compétences cantonales auprès de la Police cantonale Vaudoise.

Que fait la police pour connaître le sentiment d'insécurité de la population ? Est-il en continuelle augmentation ou alors la population se sent-elle en sécurité partout dans la Ville ? Sur le territoire de la PoOuest ?

La police n'a rien fait de concret pour connaître le sentiment d'insécurité. Pour ce faire, il faudrait entreprendre une enquête. Le seul moyen d'être un minimum informé sur cette thématique pourrait se faire par des lettres spontanées reçues de la part de citoyens : or, dans ces courriers, le sentiment d'insécurité ne ressort pas, par contre le mécontentement est souvent aux avant-postes !

D'autre part, il est à souligner que la seule fois où les citoyens ont exprimé leur sentiment d'insécurité a été lors de l'acceptation de l'initiative pour de la vidéosurveillance à la Place de Gare.

Service de défense contre l'incendie et de secours

Où en sont les pourparlers pour la fusion des corps de sapeurs-pompiers ?

La loi cantonale, récemment votée, demande effectivement une fusion entre les différents services de défense contre l'incendie et le secours. Renens fusionnera avec Prilly (et éventuellement avec Jouxteins-Mézery) au plus tard en 2014.

Un préavis sera déposé auprès du législatif en 2012/2013.

Par contre, il faut savoir qu'il y aura toujours deux casernes : une sur la commune de Prilly et une autre sur notre commune.

Remarque 30 : La Commission de gestion espère sincèrement qu'elle aura toujours un droit de regard sur cette nouvelle organisation intercommunale. En effet, il faudra que Renens mette tout en œuvre pour que la fusion entre les divers corps de sapeurs-pompiers fonctionne dans une bonne harmonie.

Réponse de la Municipalité : OUI, à travers une future Commission du feu.

Existe-t-il un rapport à ce sujet, dans ce cas qu'en est-il ?

Non, par contre un préavis concernant la fusion des deux corps de pompiers sera déposé à Prilly et à Renens dans le courant 2012/2013.

Police de l'Ouest lausannois

Les effectifs sont-ils suffisants ?

Non, les effectifs sont insuffisants.

Selon l'ordonnance cantonale, cela n'est financièrement pas jouable pour la police de proximité ; il faudrait engager 4 à 5 aspirants policiers en vue d'un contrat d'accréditation. Il ne faut pas oublier que les polices municipales/intercommunales se doivent de reprendre des tâches qui incombaient précédemment à la police cantonale et ceci par petites tranches, mais dans un délai imparti !

Combien y a-t-il de policiers à vélos ?

Pour l'Ouest lausannois, la Police a fait l'acquisition de 6 vélos. A ce jour, 24 policiers en sont utilisateurs.

Aucune demande n'a été faite pour acquérir des vélos électriques.

Combien y a-t-il d'assistants de police ou combien y en aura-t-il ? Par qui seront-ils formés ? Quel sera leur rôle dans la Ville, dans l'arrondissement ?

Actuellement, il y a 9 assistants de police déjà formés et un en cours de formation à Savatan.

Les assistants de police ne sont pas armés, ils sont assignés au contrôle du stationnement, à la circulation, aux renseignements aux usagers (piétons, automobilistes, etc...), ils ont une tenue vestimentaire qui diffère quelque peu de celles des policiers.

Il est à notifier qu'il y a eu une modification dans le titre :

Garde-parc → assistant de police → assistant de la sécurité publique.

Remarque 31 : La Commission de gestion souhaite savoir s'il existe une différence de formation entre les anciens « assistants de police » et les « nouveaux assistants de la sécurité publique » ? Qu'a-t-il été entrepris au sein de la PolOuest pour qu'ils acquièrent les mêmes compétences ?

Réponse de la Municipalité : Depuis toujours, les corps de police forment et assurent la formation continue de ce personnel. Actuellement, la formation dispensée par l'Académie de Savatan n'offre pas une réelle plus-value. Ainsi, la PolOuest continue à assurer la formation des nouveaux assistants de sécurité publique.

Faut-il payer lorsque l'on dépose une plainte ?

Non. En ce qui concerne les « émoluments », ils vont directement aux instances concernées.

La Place du Marché

De quelle manière le service « sécurité publique » est-il intervenu concernant les problèmes que rencontrent les marginaux de la place du Marché ? Conflits avec le voisinage, cohabitation avec les autres utilisateurs (enfants, passants, commerçants, etc...) ?

La police a été leur parler, ils furent les premiers à faire cette démarche. Il y a une bonne collaboration avec ces « habitués », il n'y a pas de répression ou de violence, sauf en cas de bagarre ou de problèmes plus sérieux. Il faut également savoir que ces personnes ne sont pas des consommateurs de drogues ou des « dealers », ils ne les acceptent d'ailleurs pas ! Ils revendiquent leurs propres statuts, tout en vivant une grande détresse au quotidien.

Quelle genre d'approche, la PolOuest a-t-elle déployé, afin d'essayer de trouver des solutions pour améliorer leur quotidien, sans répression ?

Les objectifs de la police par rapport à cette situation sont :

- ✓ Propreté des lieux
- ✓ Respect du bruit et du voisinage
- ✓ Utilisation des toilettes publiques.

Les choses se mettent aussi en place avec l'observatoire de la sécurité.

Les marginaux de la Place du marché sont-ils tous des SDF (sans domicile fixe) ou pas ? – Sont-ils tous « habitants » de la Ville de Renens ?

On peut d'ores et déjà constituer un « arrêt sur image » des personnes rencontrées sur la Place du Marché :

- ✓ 1/3 habite à Renens
- ✓ 1/3 vient du « grand » Ouest lausannois
- ✓ 1/3 est considéré comme SDF (sans domicile fixe)

Le personnel de PolOuest a-t-il suivi des cours spécifiques pour une approche plus sociale que « policière » concernant cette tranche marginale de la population ?

Non.

« Zones 30 »

Est-il possible de nous donner davantage de renseignement ou du moins une estimation sur le respect des « zones 30 » pour l'année 2011, soit une année après leur « mise en service » ?

Certaines rues doivent encore faire l'objet de réflexions et/ou d'aménagements par le CTC. Les rues validées par le Service des Routes du Canton de Vaud et contrôlées par nos appareils destinés aux contrôles de vitesse sont adéquates. Les vitesses relevées sont tout à fait dans la norme de ce qui peut être rencontré ailleurs. Pour plus

d'informations à ce sujet, les lettres d'information (newsletter) de la POL, dédiées aux différents contrôles effectués, sont accessibles sur l'onglet « Actualités » du site www.polouest.ch.

Macarons

Pourquoi n'a-t-il pas encore été possible d'établir un bilan au 31 décembre 2011 ?

Il n'y a pas eu de bilan effectif à fin 2011 ; mais, le service peut affirmer d'emblée que les chiffres espérés ne sont pas au rendez-vous.

Combien a-t-on vendu de macarons à Renens ?

Il a été vendu 384 macarons en 2011.

A-t-on un tableau concernant la provenance par quartier des « acheteurs » ?

Acheteurs par zone en 2011 : A=183 / B=47 / C=58 / D=81 / E=15

Combien de cartes à gratter a-t-on vendues ? • A-t-on un tableau concernant la provenance des « acheteurs » ?

Cartes à gratter vendues en 2011 : Secteurs ABCDE = 811 cartes pour une journée + 631 cartes pour une demi-journée / D1 = 92 cartes pour une journée + 28 cartes pour une demi-journée, impossible de donner la provenance des acheteurs.

Police du Commerce

Quelle est l'heure de fermeture autorisée sur le territoire communal des terrasses en semaine ? Le week-end ?

Le règlement de police indique une fermeture des terrasses à 22h00 ; des autorisations peuvent être demandées pour un prolongement jusqu'à 24h00. Ces demandes spécifiques doivent être formulées auprès de la Police du Commerce, sous réserve d'acceptation du Comité intercommunal de la PolOuest.

Par contre, s'il venait à y avoir des plaintes, des avertissements pourraient être distribués et des autorisations annulées !

Les commerçants concernés sont-ils au courant des heures de fermetures ?

Oui, les commerçants concernés par ce type de demandes reçoivent les directives communales ; de plus, sur les autorisations, toutes les directives (horaires, etc..) sont également énoncées.

Y a-t-il des plaintes des riverains de la Place du Marché ?

Oui, quelques-unes.

Peut-on les chiffrer ?

Il n'y pas de chiffres précis, mais elles ne sont pas nombreuses

A combien a-t-on donné suite ?

Il a été donné suite à toutes les plaintes ; en ce qui concerne la « rue du Midi », la Municipalité a effectué une médiation entre les riverains et les contrevenants.

Existe-t-il une statistique « géographique » concernant les plaintes déposées pour non-respect des heures de fermeture et bruit ?

Non, il n'existe pas ce genre de statistiques. Actuellement, on peut dire les plaintes se focalisent plus particulièrement au « centre-ville ».

Où en sont les pourparlers concernant les plaintes sonores du bar/discothèque « Le Podium 60 » ?

Les négociations avancent. Le bar a été « contrôlé » à plusieurs reprises déjà et il est aux normes sonores. C'est surtout un problème de fréquences dites « basses ». Le plaignant n'a pas été très coopératif, il aurait fallu aller

chez lui pour mesurer le bruit, cette tentative de médiation a d'ailleurs été refusée. Les pourparlers sont toujours en cours. Tous les appels du plaignant ont été répertoriés par la PolOuest à ce jour.

Comment se présente une autorisation pour ouvrir un établissement public (commerce/restaurant/etc...) sur le territoire communal ?

Il faut compléter des formulaires, puis les transmettre à la Police du commerce de l'Ouest.

La Police du commerce et/ou la Municipalité peut-elle intervenir pour refuser une autorisation d'ouvrir un établissement ?

Après vérification de tous les points réglementés, c'est la Police cantonale du Commerce qui donne l'autorisation pour l'ouverture d'un établissement.

La Municipalité est également vigilante aux futurs commerces qui souhaitent s'implanter en Ville de Renens. Actuellement par le biais du « délégué à la promotion économique », les nouveaux commerçants, mais également avec les commerçants déjà en place sont sensibilisés à cet état de fait.

Un règlement concernant la promotion économique est actuellement à l'étude.

Combien d'autorisations ont été acceptées ou refusées ?

A ce jour, toutes les demandes ont été acceptées ou partiellement acceptées.

Carrefour 14-Avril /Crissier qu'en est-il des modifications quant à la perte de priorité, des feux vert et des piétons ?

Ce carrefour est conforme aux règles de la circulation routière.

Remarque 32 : Un carrefour conforme aux règles de la circulation routière n'est pas forcément sécurisé et/ou sécurisant !

Pourquoi les feux demandés dans le texte de la pétition « sécurité à la rue du Simplon » ont-ils été déplacés aussi haut sur la rue du Simplon et n'ont-ils pas été posés à hauteur de la sortie du Collège du Simplon, de l'EMS l'Oriel, de la Crèche/Garderie « Les Globetrotteurs » et des entrées des bâtiments locatifs ?

Le passage à piétons qu'il fallait sécuriser se trouvait plus haut. Le passage à piétons (avec îlot) situé devant l'EMS « l'Oriel » et la crèche-garderie « Les Globetrotteurs » est dans les normes.

Service informatique

Pourquoi les concierges communaux ne sont pas équipés en informatique ?

D'une part, les demandes n'ont jamais officiellement été transmises, le responsable informatique ne connaissait pas les besoins exacts des concierges. D'autre part, cela impliquerait que tous les collèges soient équipés de WIFI et soient aussi harmonisés. Il y a en effet un découpage de la propriété (en terme de téléphones, de réseaux, etc...) entre le canton et la commune qui rend l'harmonisation difficile.

Peut-on avoir des explications sur le programme « Xpert.Meeting » ?

C'est une plateforme interne aux Municipaux et aux chefs de services, afin qu'ils puissent y déposer des dossiers (surtout les propositions de décisions municipales et autres documents liés à la gestion de la Commune).

Pourquoi les commissions parlementaires et extraparlimentaires ne sont pas mises à jour systématiquement ?

Il y a deux programmes distincts et il est compliqué de les coordonner. Par contre, ces tâches sont du ressort de l'administration générale.

Les copieurs sont-ils programmés « par défaut : noir/blanc » et « qualité brouillon » ?

Oui, les copieurs sont programmés « par défaut : noir/blanc ». Par contre, la fonction « qualité brouillon » n'existe pas sur les machines « laser ».

Malgré la campagne de sensibilisation « envoi des documents par courriel électronique » au niveau du Conseil communal, par exemple, comment se fait-il qu'il y ait une augmentation considérable de copies papier ?

L'augmentation des photocopies couleur est due à la fonction « automatique » des photocopieuses multifonctions. Elles copient en couleur dès qu'il y a une petite tâche de couleur (par exemple : l'écusson de la Commune). Il va être remédié tout prochainement à cet état de fait.

A-t-on une répartition par direction des copies papier et un pourcentage des augmentations et/ou diminution par direction ?

Non, il n'y a pas de chiffres.

Partenariats PolOuest

Si les pourparlers n'aboutissaient pas dans le sens du passé avec une collaboration avec la PolOuest, le service devra-t-il rechercher d'autres partenaires ? Diminuer son personnel ? De quel ordre serait les incidences financières ?

La Ville de Renens a toujours montré une volonté d'ouverture au partenariat. Il faut toutefois se rendre à l'évidence qu'il est difficile d'établir une collaboration durable avec des partenaires dans l'Ouest lausannois et en particulier dans le domaine informatique.

A la question du personnel, il faut relever que l'Administration communale n'a pas engagé de collaborateur informatique lié aux prestations de PolOuest. Dès lors, une diminution du personnel n'est pas envisagée.

La fin du partenariat avec PolOuest entraînerait une diminution des recettes de l'ordre de Fr. 200'000.- pour le service « Informatique » et Fr. 50'000.- pour le service des Finances.

Le SIR a-t-il déjà eu une réflexion quant aux divers scénarios envisagés ?

L'étude d'une nouvelle convention, avec d'éventuelles variantes, est en cours. Il sera tenu compte des besoins futurs de PolOuest; notamment la problématique des délais d'intervention au vu de l'éloignement géographique des utilisateurs.

Service à la population

Serait-il possible de savoir de quel(s) quartier(s) les habitants de Renens déménagent ? Existe-t-il des statistiques/tableaux concernant ces changements de lieu d'habitation ?

Non, il n'existe pas de telles statistiques.

Vœu 7 : La Commission de gestion souhaiterait obtenir cette information pour le prochain exercice.

Réponse de la Municipalité : Une étude de faisabilité va être mise en œuvre afin de répondre au vœu de la Commission de gestion.

Où en sont les travaux sur l'harmonisation des registres ?

Ils sont encore en cours, mais il y est rencontré une difficulté importante concernant la numérotation des appartements.

Les délais vont-ils être tenus ?

Oui, il le faut impérativement !

Y a-t-il eu une surcharge de travail pour cette mise en conformité ?

Oui, il y a eu du travail supplémentaire à effectuer, mais il a pu être compensé par la diminution du temps passé aux renouvellements des permis C. En effet, le renouvellement des permis C doit se faire non plus tous les 3, mais tous les 5 ans.

Pourquoi n'y a-t-il eu que trois collaborateurs du SPOP qui ont suivis les cours organisés par le Canton ?

Il n'y a pas énormément de cours spécifiques au SPOP ; lors de modification de réglementations ou de procédures, il est décidé qui dans le service est le plus à même d'y participer (tournus).

Sont-ils devenus « ressources » pour leurs collègues ?

Oui.

A combien s'élève une « taxe de séjour » ?

Il n'y a pas de « taxe de séjour » à Renens.

Résidences secondaires

Combien de résidences secondaires compte la Ville de Renens ?

Les chiffres concernant le nombre de résidents secondaires se trouve en page 134 du rapport de gestion ; 725 résidents secondaires dont 302 étudiants)

Comment sont ciblées les éventuelles « résidences secondaires » ?

Processus de suivi des résidents :

- *A l'échéance du permis de résidence secondaire, le SPOP envoie au résident un formulaire fourni par l'ACI*
- *En cas de résidence secondaire avérée, le SPOP prolonge le permis*
- *Sinon, l'ACI propose une décision et informe*
 - *La commune de domicile principal*
 - *Le résident*
 - *La commission d'impôt de la commune de domicile principal qui analyse avec la commission d'impôt de la commune de résidence secondaire ce qu'il y a lieu de faire (pas de changement, changement de commune principale, répartition des impôts)*
 - *L'ACI informe le SPOP de la décision*
 - *Le SPOP transmet à Finances... qui peut recourir contre cette décision.*

Ainsi la gestion des résidents secondaire est sous la responsabilité du SPOP qui traite ces cas directement avec le canton et informe le service des « Finances ».

Stationnement en Ville de Renens

Comment évalue-t-on la situation en matière de stationnement suite au nouveau règlement sur le stationnement privilégié ?

La situation actuelle démontre que l'ensemble des zones ne souffre pas d'une surcharge de véhicules. Il semble que bon nombre de détenteurs aient trouvé à stationner sur des parcs privés.

A-t-on noté par endroit des effets non souhaités et voit-on quelles solutions on pourrait y apporter ?

Avec des zones blanches à durée limitée (ZBDL) à 3 heures, nous pouvons relever un certain tourisme de véhicules qui se jouent de la situation actuelle. Pour contrer ce phénomène, l'installation d'une zone bleue (ZB), en lieu et place de la ZBDL, serait la solution idéale, telle qu'elle existe dans certaines communes voisines, dont Lausanne.

SECURITE SOCIALE

Quelles sont les améliorations apportées au fonctionnement au service Sécurité sociale par rapport à 2010 ? Y a-t-il aussi eu des faiblesses qui seraient apparues et à quoi sont-elles dues ?

Une des améliorations est la rénovation du bâtiment de la rue de Lausanne 25. Ces transformations ont permis une meilleure accessibilité tant pour les usagers (accessibilité pour les handicapés) que pour le personnel (meilleures conditions de travail). Ceci a aussi permis d'accueillir dans les locaux deux réceptionnistes et la délégués à l'intégration.

La reprise du Foyer St-Famille a permis d'améliorer l'offre de places d'accueil.

L'absence de la Cheffe de service a été une faiblesse en 2011. Les travaux de rénovation ont rendu le travail du service plus difficile (bruit, poussière, etc...).

Direction du service « sécurité sociale »

Suite à l'absence longue durée de la cheffe de service et de son assistante, comment le service s'est-il organisé ? Quelles solutions ont été mises sur pied pour garantir le bon fonctionnement du service ?

L'absence de la Cheffe de service dure depuis le 15 août 2011.

Dans un premier temps, sur décision municipale, c'est Monsieur Jean-Daniel Leyvraz, secrétaire municipal qui a pris le relais pour les signatures (paiements, courriers, etc..). Il est devenu le chef de service « ad intérim » jusqu'au retour de la Cheffe de service. Ceci a évité d'engager et de former une nouvelle personne.

Pour l'accueil de jour, il a été donné une fonction supplémentaire à Madame Anne Curchod (coordination des liens entre les structures d'accueil, participation aux colloques de service et gestion des éducatrices), ainsi que Madame Manero (participation à divers colloques, rôle de secrétaire pour la FAJE, les PDM, le courrier).

L'absence de la Cheffe de service a aussi rendu difficile cette période. Il y a eu un soutien de la part du service des finances et du service du personnel.

Quelles ont été les conséquences directes et indirectes pour le service, les usagers, les collaborateurs ?

Pour les usagers aucune conséquence. Pour le personnel, des heures supplémentaires.

Le service a-t-il collaboré aux solutions ou a-t-il été mis devant le fait accompli ?

Le service a collaboré de manière intensive. Durant cette période, il y a eu une forte solidarité dans le service.

Y a-t-il eu surcharge de travail ? Pour quel secteur en particulier ?

Madame Curchod qui est à 80% et Madame Manero à 60% ont effectué des heures supplémentaires.

A-t-on engagé du personnel pour pallier à certains manquements ?

Pour pallier à l'absence de la Cheffe de service et de son adjointe, le service a engagé un collaborateur à 50 % dès novembre 2011. Cet engagement a apporté un renfort au secrétariat. Le contrat de ce remplaçant est un contrat de durée déterminée- ce genre de contrat convient parfaitement aux deux parties – qui a été renouvelé jusqu'au mois de septembre 2012.

Cette absence se prolonge-t-elle encore ? - Si oui comment l'avenir est-il envisagé ?

L'adjointe de la Cheffe de service a repris son activité à 80% récemment.

La Cheffe de service « sécurité sociale » a donné sa démission pour fin février 2012. Un communiqué écrit a d'ailleurs été envoyé aux membres du Conseil communal, ainsi qu'aux associations ou services concernés travaillant de concert avec le service.

Une annonce pour un futur engagement d'un/une cheff/e de service a paru durant la semaine 14. Le service RH recevra les dossiers de candidature et la procédure d'engagement débutera dès lors pour un futur engagement en septembre 2012.

Sans revenir sur le passé, la Direction « sécurité sociale » a fait couler beaucoup d'encre – départ d'un municipal qui a valu à la Ville le privilège d'organiser des élections complémentaires – ensuite, une longue absence pour maladie de la cheffe de service et une collaboratrice... Ce service est-il (encore ou toujours) sous tension ?

Le service Sécurité sociale n'a pas toujours été sous tension. Il s'agit de tensions humaines qui n'ont concerné qu'un petit nombre de personnes et qui n'ont pas touché les secteurs éloignés comme « le service à l'intégration, la Clinique dentaire, les APEMS, les crèches).

La solidarité du service a eu raison de cette situation.

Remarque 33 : La commission de gestion déplore qu'une telle situation se soit répétée dans le même service. Par contre, elle tient à remercier les collaboratrices et collaborateurs qui ont permis de faire face à cette situation particulière.

Y a-t-il une bonne communication entre le/la cheffe de service, le municipal concerné et les différents responsables de secteurs ?

Il y a toujours eu une bonne communication.

Réseaux d'accueil

Y a-t-il eu en 2011 de nouveaux contacts (séances de travail) avec les communes avoisinantes, de l'arrondissement concernant les réseaux ?

Non. Par contre, il y a eu des contacts lors de réunions cantonales organisées par la FAJE (deux en 2011).

Quelles sont les difficultés/obstacles à la collaboration entre les communes de l'Ouest ?

Il a déjà été difficile d'organiser le réseau « Renens-Crissier » et de le gérer.

Cela pose également des problèmes au niveau politique, car certaines communes ne participent pas au réseau d'accueil.

Il s'agit plutôt d'augmenter le nombre de places dans le réseau existant et d'assumer les directives données par la FAJE.

Un bilan sur la taille idéale d'un réseau est sur le point d'être finalisé par la FAJE. Un groupe cantonal se penche sur le revenu déterminant unifié (RDU), afin d'harmoniser les barèmes.

Existe-t-il des approches avec d'autres entreprises (PME) ou avec un éventuel pool de petits commerçants et/ou indépendants pour participer à la mise en place d'un projet commune/privé ?

Le service a approché les entreprises TESA et Orange, à chaque fois il y a eu un refus à cause des coûts que cela représente.

Une demande est venue d'une structure privée dirigée par un couple pour une unité d'accueil pour écoliers dans le quartier de Préfauly. Le service n'a pu accepter cette demande, car les UAPE de la Ville ne sont pas complet. Aujourd'hui, il n'y a pas d'information sur cette structure, a-t-elle vraiment ouvert ?

Le service a connaissance d'une possible « garderie-réfectoire » privée, sis au Chemin de la Roche.

La commune n'en sait pas plus ; le SPJ (service Protection de la jeunesse) est très discret et ne donne pas beaucoup d'information à ce sujet !

Remarque 34 : La Commission de gestion espère que la Commune de Renens puisse offrir un nombre suffisant de places d'accueil de jour pour une Ville de plus de 20'000 habitants.

Y a-t-il eu des contacts avec le canton hors la FAJE ?

Oui, avec le SPJ et la Chambre Consultative pour l'Enfance.

Foyer Sainte-Famille**Des 35 places disponibles, combien y en a-t-il par tranche d'âge ?**

- 18 places en garderie (3 à 4,5 ans)
- 12 places en UAPE (4,5 à 7 ans)
- 10 en APEMS (7 à 13 ans)

Observation 7 : La Commission de gestion déplore que sur les 35 places disponibles aucun accueil pour « les 0 à 3 ans » n'ait été prévu.

Réponse de la Municipalité : La structure du foyer Ste-Famille n'a pas été modifiée lors du changement et elle a été reprise telle quelle avec ses structures. La répartition du nombre d'enfants sera examinée dans le cadre de la planification en matière de lieux d'accueil, en tenant compte de tous les équilibres nécessaires, familiaux, géographiques et financiers.

Jardins d'enfants communaux « Le Pinocchio » et « Les Lapins bleus »**On parle de « places d'urgence » ; comment procède-t-on pour analyser ce qu'est un besoin ponctuel ?**

Aux Lapins Bleus, 2 enfants ont été accueillis. Au Pinocchio, 3 enfants

Le chiffre mentionné dans le rapport indique les demi-journées d'accueil.

Ces enfants sont venus dans les jardins d'enfants suite à des situations familiales difficiles : grossesse à grosses difficultés pour une maman, suicide dans une famille, dépression, grosses tensions dans les couples.

L'éducatrice référente des « Lapins bleus », absente pour raison de santé, va-t-elle reprendre son poste ? Si oui, quand ? Par qui a-t-elle été remplacée ?

L'éducatrice ne reprendra pas son poste. Pendant son absence, elle a été remplacée par des éducatrices et des remplaçantes faisant partie du pool d'éducatrices pouvant faire des remplacements. Pour information, les « Lapins Bleus » et « Le Pinocchio » sont sous la responsabilité de Madame Noël, directrice de la garderie « La Farandole ».

Accueil familial de jour**Quels sont les critères qui ne répondent pas à l'exigence de pouvoir exercer une activité d'accueillante en milieu familial ?**

Les critères qui ne répondent pas à l'exigence sont :

- *Un extrait de casier judiciaire non conforme pour toutes personnes âgées dès 15 ans vivant dans le même foyer que l'accueillante.*
- *Renseignements pris à différents organismes (SPJ) non conformes.*
- *Appartement trop petit (le service encourage la personne à déménager en cas d'intérêt).*
- *Ne parle pas le français (le service encourage la personne à prendre des cours intensifs de français en cas d'intérêt).*

Les exigences sont-elles différentes pour des mamans de jour et/ou les papas de jour ?

Non, il n'y aucune différence.

Combien de papa de jour y a-t-il ?

Aucun.

Les mamans de jour qui exercent déjà sont-elles réévaluées chaque année ?

Elles ne sont pas évaluées régulièrement, mais la coordinatrice a de nombreux contacts avec elles à l'occasion de formation, formations continues obligatoires et se rencontrent pour un repas en commun en fin d'année. La

coordinatrice fait des visites aussi lorsqu'il y a des changements au sein de la famille d'accueil ou des éventuels problèmes.

Y a-t-il des visites « surprise » de la part la coordinatrice de l'accueil de jour ?

Oui, il y a des visites « surprise ».

Combien de maman de jour s'occupe de nourrissons ? Faut-il une formation spécifique ?

Il n'y a pas de chiffre. On considère comme « bébé » un enfant de 0 à 2 ans. Il n'y en a pas plus d'un « bébé » par famille d'accueil, sauf pour des jumeaux ou une même fratrie.

Existe-t-il un recensement des familles qui ont recours à des jeunes filles/hommes au pair ?

Non.

Les communes ont-elles un quota d'accueillant(e)s familiales (par rapport à un nombre d'habitants par exemple) ?

Non. C'est un secteur que la Commune souhaite développer. Cette offre demande aussi beaucoup de travail pour les services concernés (paiements, statistiques pour la FAJE,...). Actuellement, avec 45 accueillantes de jour, le service atteint ses limites. S'il devait y avoir plus d'accueillantes, il faudrait augmenter le taux de travail de la secrétaire. !

Remarque 35 : La Commission de gestion est consciente que chaque structure développée au sein de la Commune engendre un coût en personnel. Elle reviendra sur ce point lors de l'étude de la gestion 2012.

Existe-t-il une approche avec les crèches « dites privées » de la région ?

Non, sauf avec les Baumettes et le crèche de Bobst, à Mex.

Pourquoi n'y a-t-il pas de crèches privées à Renens ?

Ouvrir une crèche privée n'est pas facile au niveau des démarches auprès du SPJ, avec ensuite la recherche de personnel formé et finalement d'avoir un financement important. Actuellement, le service assume la gestion des structures existantes, ainsi que des projets tels que l'agrandissement de la crèche « Le Tournesol » et la future création de structures planifiées à Malley ou dans d'autres futurs quartiers importants. Il n'y a donc pas d'investigation de la part de la Commune.

Les APEMS

Pourrait-on obtenir un tableau concernant le nombre d'enfants par tranches d'âges qui fréquentent les différents APEMS ?

APEMS	7 ans	7 à 9 ans	9 à 11 ans	11 à 13 ans	Total
Léman	4	20	10	9	43
24-Janvier	1	33	17	2	53

Le programme « CleverClub » est-il toujours en vigueur dans les APEMS ?

Oui. Il est d'ailleurs complété par un site internet de prévention pour les élèves plus âgées (www.ciao.ch)

Est-il possible de louer ces salles en dehors des périodes scolaires, les week-ends ? (→ d'éventuelles entrées financières pour la Commune !)

Il n'y a pas de volonté à louer ces salles pour des fêtes, car cela nécessiterait du personnel pour les nettoyages, la remise/reprise des clés, etc...

Ces salles ont par contre été prêtées en interne.

Existe-t-il des contacts réguliers avec le SPJ ?

Oui, pour des questions éventuelles ou des problématiques avec des enfants.

Divers

Sous quel(s) critère(s) les concierges ont été informés et invités pour cette formation ?

Par un courrier envoyé à toutes les gérances de Renens.

Combien de concierges ont participé à la formation « pour mieux comprendre la multiculturalité » ?

10 concierges ont participé à ces journées, aucune candidature n'a été refusée.

Y a-t-il un bilan de cette formation ? - Qu'en est-il ? L'expérience va-t-elle être renouvelée ?

Oui, il y a eu un bilan positif de cette formation ; il s'est basé sur un questionnaire de satisfaction complété par les participants.

Un renouvellement de cette formation est prévu pour 2012 en incluant la Police (prévention) et d'y inclure la problématique des déchets, de l'écologie. Le nombre de participant (10) permet de bons échanges.

L'EFRE

Est-ce que la Commune a entrepris des démarches pour les chômeurs en fin de droit ? - Si oui, lesquelles ?

Oui, en finançant des structures comme l'EFRE, Défi et les ETS (Emploi temporaire subventionné). Dans tous les autres cas, c'est l'ORPOL (Officie régional de Placement de l'Ouest lausannois) qui s'en charge.

Quelles sont les formations des collaborateurs de l'EFRE qui reçoivent les usagers ?

Une personne se charge de répondre aux usagers. Cette personne a une formation d'employé de commerce.

Ont-ils suivis des cours de TRE (technique recherche d'emploi) ?

Non.

Cet organisme collabore-t-il de concert avec l'ORPOL pour les chômeurs ?

Oui, avec les conseillers socioprofessionnels et le directeur de l'ORPOL.

Cet organisme collabore-t-il de concert avec les CSR pour les RI ?

Oui, et avec différents organismes comme CSP (Centre Social Protestant), Appartenance, la Pastorale du Monde du Travail.

Ludothèque

Quelle est la fréquentation de la ludothèque ?

Il n'y a pas de chiffres précis.

Une augmentation des heures d'ouverture ne pourrait-elle pas être envisagée ?

Oui, la Commune encourage la ludothèque à ouvrir plus.

La ludothèque - avec l'arrivée d'une nouvelle bénévole - espère ouvrir plus longtemps.

Actuellement, il y a deux bénévoles qui dépendent de l'EFRE.

En 2011, la Commune a augmenté la subvention, afin de leur permettre d'avoir une connexion internet.

Diagnostic communautaire

Comment s'est passé le forum sur le « diagnostic communautaire » ?

Sur l'initiative de ProSenectute et avec le soutien de différentes associations de l'Ouest lausannois et des services communaux, un groupe d'une centaine de personnes (âgées de +55 ans) ont répondu à un questionnaire sur leur environnement direct.

Suite à cette enquête, un rapport a été établi et un groupe s'est formé le « BBB » ou « Biondes, Baumettes, Bugnon ».

Y a-t-il un rapport/bilan ? – Si oui, peut-on obtenir ce rapport.

Oui., ce rapport peut être obtenu auprès de ProSenectute.

Divers

De quelle manière le service « sécurité sociale » est-il intervenu concernant les problèmes que rencontrent les marginaux de la place du Marché ? Conflits avec le voisinage, cohabitation avec les autres utilisateurs (enfants, passants, commerçants, etc...) ?

Est-ce qu'une approche « sociale » et non « policière » de ces personnes a été mise sur pied, afin d'essayer de trouver des solutions pour améliorer leur quotidien, sans répression ?

Le Service de la sécurité sociale fait partie de l'Observatoire de la sécurité. Certaines démarches ont été entreprises avec le réseau « cohésion sociale » (Quart-Monde, Armée du Salut, Croix-Bleue, L'Ancre, l'Aumônerie de rue, le CSR, etc...). Les actions prévues se mettront en place en 2012.

Est-ce que le « travailleur social de proximité » a aussi mission d'essayer d'entrer en lien avec ces personnes marginales ?

Le travailleur social de proximité intervient principalement pour les jeunes.

Les marginaux de la Place du marché sont-ils tous des SDF ou pas ? – Sont-ils tous « habitants » de la Ville de Renens ?

Plusieurs sont des habitants de Renens, les autres le Service n'a pas d'information.

Une bonne moitié des « habitués » sont au bénéfice du RI (Revenu d'Insertion). Certains d'entre-eux ont une chambre à la « Maison du Peuple » ou la « pension Mancini » par exemple, pour les autres ils se rendent le plus souvent au « Sleep-In ».

Des intervenants extérieurs – collaborateurs de l'organisme « Croix Bleue », par exemple - sont-ils éventuellement partie prenante dans le fait de venir trouver les « marginaux » de la Place du Marché ?

Oui, cela se met en place.

Pourquoi le travailleur social n'est pas rattaché à la Direction « sécurité sociale » ?

Le préavis municipal prévoyait que le travailleur social de proximité soit engagé pour les jeunes, donc sous le dicastère « Culture, Jeunesse, Sport », ceci également, pour ne pas se trouver isolé de ces collègues travaillant avec la jeunesse.

Logements subventionnés

Les changements de situation (familles, enfant adulte, changement de salaire, etc...) sont-ils revus chaque année ? Si oui, par qui ?

L'Etat de Vaud s'en charge une fois tous les deux ans (→compétences cantonales).

Comment procède-t-on au réajustement des loyers ?

Les loyers sont réévalués selon les revenus. Un locataire peut voir son bail à loyer s'annuler et devoir quitter rapidement les lieux.

Si non, qu'envisage le service pour remédier à ce manquement ?

Le service ne peut rien envisagé, puisque c'est une compétence cantonale.

Appartement(s) de secours

Le service « sécurité sociale » a-t-il connaissance du nombre d'expulsions qu'il y a malheureusement eu en 2011 ?

Il y a malheureusement eu 19 notifications d'exécutions forcées d'expulsion en 2011 à Renens et le responsable de l'Office du logement a apporté son soutien dans certaines situations.

Que sont devenues ces personnes/familles expulsées ?

Certaines familles ont dû être relogées dans des hôtels, sinon dans un des quatre appartements de secours qui appartiennent à la Ville. Dans ces appartements, les locataires payent un loyer. S'il y a des retards dans le paiement des loyers ou des dégâts, c'est la Commune qui doit prendre en charge les frais inhérents.

En 2011, tout s'est bien passé.

Généralités

Pourrait-on obtenir les rapports de gestion des associations/institutions subventionnées par notre Ville ?

Oui, pour les institutions principales.

Si les associations/institutions n'ont pas de rapport de gestion, il y a un rapport d'activités.

Pour toutes les subventions, les comptes sont contrôlés par la Commune ; en ce qui concerne les grandes associations/institutions, les comptes doivent être soumis aux contrôles d'un bureau fiduciaire.

Si une subvention dépasse Fr. 10'000.—, la Municipalité doit la réétudier chaque année.

En général, les subventions octroyées ne doivent pas porter sur les frais de fonctionnement ; a-t-on des garanties concernant cet état de fait ?

Non, les subventions octroyées peuvent être utilisées au bon vouloir des associations, soit pour des frais de fonctionnement ou pour les défraiements du personnel.

BIO OL+

Le renouvellement de la mesure au sein du BIO OL+ a-t-il un sens ? (22 renouvellements pour l'année 2011 !)

Il est difficile de répondre car ce chiffre est assez variable. Il est donc compliqué de faire un pronostic. Cependant, les changements dans la politique de transition saturent les mesures de transitions cantonales et de fait les jeunes participants au BIO+OL restent souvent plus longtemps en mesure à défaut d'autres solutions. Il est donc vraisemblable de penser que ce chiffre va augmenter.

Remarque 36 : La commission de gestion estime que le programme BIO OL+ doit être une transition ; les mesures RI, chômage, Forjad doivent prendre rapidement le relais, afin de ne pas surcharger le subventionnement des mesures annexes, qui depuis plusieurs années augmentent. La commission de gestion reste attentive aux statistiques remises.

Quels sont les ateliers qui sont rattachés au BIO OL+ ?

BIO + OL n'ont pas d'atelier à disposition des jeunes des communes. Bio +OL proposent des cours qui sont répartis sur l'ensemble de la semaine (appuis scolaires, techniques de recherches d'emploi, préparation d'entretien d'embauche, simulations d'entretiens d'embauches). Ces cours sont complétés par un suivi individuel dispensé par une conseillère socioprofessionnelle qui rencontre chacun de ses jeunes une fois par semaine.

Combien d'intervenants pour combien de jeunes ?

BIO+OL a environ 140 à 150 EPT, répartis sur 4 collaborateurs et accueille régulièrement un stagiaire de la HES EESP. Le programme pour les communes accueille entre 80-90 jeunes chaque année pour un total d'environ 100 mesures (toutes communes confondues).

Combien de journée(s) en moyenne suit un jeune « renonais » au BIO OL+ ? - Si on considère que Fr. 94'000. — est la subvention octroyée par Renens pour 53 mesures (figurant sur le tableau), on peut d'ores et déjà constater qu'une mesure est égale à une moyennes de Fr. 1'773.60. Combien de jours en moyenne pour une mesure ?

Aujourd'hui, BIO+OL ne dispose pas d'un outil leur permettant d'avoir à disposition ce chiffre facilement. Ils sont sur le point d'installer une base qui pourra facilement répondre à cette question. Néanmoins, BIO avait fait cette démarche en 2011 (sur l'année 2010) et était proche de 17 demi-journées par mesure. Cette moyenne s'était faite sur toutes les communes confondues.

Vœu 8 : La commission de gestion se réjouit de pouvoir lire en 2012 le nombre de journées suivies en moyenne par un jeune dans cette mesure.

Existe-t-il un quota pour les jeunes de Renens ou le montant de Fr. 94'000.— correspond-il à une enveloppe forfaitaire ?

Le quota actuel est de 50 mesures, soit Fr. 97'000. — (accepté en décision municipale du 22.8.2008 et en réponse à une motion déposée par Mme la conseillère communale Nicole Haas-Torriani, intitulée "Réagissons face au chômage").

Peut-on avoir les montants octroyés par Commune pour les jeunes qui viennent de Bussigny, Ecublens, Chavannes, Prilly et Crissier.

Ils ont tous un quota maximum de mesures se situant entre 10 et 14 mesures avec des enveloppes entre Fr. 19'000.— et Fr. 27'000.—, mis à part Crissier qui a un plafond de 3 mesures. La subvention totale dépend chaque année du nombre de mesures dispensées. En 2011, la subvention totale de la mesure BIO+OL a été de Fr. 184'000.—.

CONCLUSIONS

LE CONSEIL COMMUNAL DE RENENS,

Vu le rapport de gestion présenté par la Municipalité,

Où le rapport de la Commission de gestion,

APPROUVE

La gestion de l'exercice 2011 et en donne décharge aux organes responsables.

Les membres de commission de gestion 2011-2012 :

Danielle Ayer _____

Nadia Carota _____

Maud Catillaz _____

Myriam Coleman _____

Gérard Duperrex _____

Elodie Golaz Grilli _____

Christophe Kocher _____

Ali Korkmaz _____

Jean-Pierre Leyvraz _____

Victoria Ravaioli _____

Simone Szenyan-Reymond _____

Florence Widmer _____

Rosana Joliat, présidente-rapporteure _____